

LA CROIX

mardi 3 janvier 2017 – Quotidien n° 40687 – 1,80 €

France

Le tiers payant sera-t-il généralisé en 2017? P. 9

Décès

François Chérèque a marqué l'histoire du syndicalisme P. 12

Sciences & éthique

La Chine veut faire rimer développement avec respect de l'environnement *Cahier central*

éditorial

Jean-Christophe Ploquin

Un rôle pour la France

François Hollande s'est rendu hier en Irak P. 4

La visite de François Hollande hier à Bagdad et Erbil est un geste important dans un Moyen-Orient morcelé par la guerre. Le chef de l'État a apporté son soutien au gouvernement irakien et au gouvernement régional kurde, principaux protagonistes de la bataille visant à chasser Daech de Mossoul, la seconde ville du pays. Son déplacement souligne aussi l'implication militaire de la France, au sein d'une coalition pilotée par les États-Unis. Agressée sur son sol par des attentats terroristes, la France a choisi de porter le fer sur le terrain de son ennemi, épaulant les forces locales et internationales qui poursuivent le même objectif. C'est une stratégie de bon sens.

Le rôle des forces françaises en Irak reste certes modeste, au regard de celui des Américains. Il l'est encore plus en Syrie, en comparaison de celui des Russes. Mais cette présence sur le terrain et dans les airs n'est pas négligeable. Elle permet de poursuivre des objectifs autonomes – notamment d'empêcher par tous les moyens le retour de djihadistes français sur le territoire national. Elle assure en outre une voix au chapitre pour discuter du futur de la région.

Tout l'enjeu pour Paris est que sa relative faiblesse militaire ne se double pas d'une impasse stratégique. Avisée en Irak, la diplomatie française s'est en revanche embourbée en Syrie – elle n'est pas la seule – en misant tout sur une opposition émietlée et débordée par des milices virulentes. L'annonce prochaine de négociations, décidée par la Russie, l'Iran et la Turquie, peut être l'occasion d'œuvrer conjointement à une solution à moyen terme. La France, qui défend la vision d'une Syrie unitaire, pluraliste et démocratique, aura besoin de tout son savoir-faire pour la faire aboutir.

Vatican, le pape imprime sa réforme

Au-delà des organigrammes, ce sont d'abord les manières de travailler de la Curie que le pape François entend changer

P. 2-3



Session du matin du Synode des évêques, le 16 octobre 2015. Alessandra Tarantino/AP

Annonces légales p. 20

Imprimé en France – Belgique – 1,90 €; Canada, 5,60 \$; Espagne, 2,40 €; Italie, 2,00 €; Japon, 270 ¥; Royaume-Uni, 1,20 £; Suisse, 3,5 CHF; Zone CFA, 1.800 CFA; DOM, 2,80 €; Portugal (Cont.), 2,30 €; Suisse, 3,5 CHF; Zone CFA, 1.800 CFA; DOM, 2,80 €



M 00140 - 103 - F - 1,80 €

La Croix - mardi 3 janvier 2017

ÉVÉNEMENT

2

Présidé par le cardinal ghanéen Peter Turkson, le nouveau dicastère pour le service du développement humain intégral – chargé notamment des questions de l'esclavage, des migrations et des changements climatiques – a été institué le 1^{er} janvier.

Il constitue l'un des morceaux du vaste puzzle que constitue la réforme de la Curie initiée par le pape François.

Au-delà des organigrammes, ce sont d'abord les manières de travailler que le pape entend réformer.

Le nouveau visage de la Curie de François

— Le nouveau dicastère pour le service du développement humain intégral a vu le jour le 1^{er} janvier.

— Il s'agit d'une nouvelle étape de la réforme de la Curie voulue par François qui, par petites touches, a déjà beaucoup modifié le gouvernement central de l'Église.

Rome
De notre envoyé spécial permanent

Dans les couloirs de la Curie, beaucoup se réjouissent de trouver un sens nouveau à leur travail depuis que le pape François a impulsé sa réforme. D'autres, dont les positions anciennement acquises se trouvent fragilisées, grognent face à un pape qui ne supporte ni les « on a toujours fait ainsi » ni les « on n'a jamais fait comme ça ». Certains vivent même la perspective d'un travail plus synodal et collectif comme une « protestantisation » de l'Église. Voyant, avec la suppression de plusieurs dicastères, celle d'autant de hauts postes, d'autres redoutent aussi l'idée d'être un jour renvoyés dans leur diocèse d'origine, un véritable « déclassement » pour eux. Ce sont ces résistances que François a dénoncées dans ses vœux à la Curie le 22 décembre dernier, égratignant la pire d'entre elles : le « guépardisme spirituel » (1) de celui qui se dit prêt à tout changer. Pour que tout reste comme avant.

Car rendre la Curie « conforme aux nécessités des temps », comme il l'expliquait dans son discours à la Curie, les papes s'y essaient depuis un siècle. Pie X, et Paul VI y ont mis leur patte, tentant d'adapter aux besoins de leur époque une administration plus que millénaire, et à laquelle Jean-Paul II, le dernier, a donné son visage actuel avec la constitution *Pastor Bonus*, promulguée en 1988. Les péripéties de la fin du pontificat de Benoît XVI – avec notamment l'affaire du Va-

tiLeaks, ces fuites de documents depuis le bureau même du pape – ont toutefois montré les limites de l'organisation voulue par le pape polonais. Au point que les cardinaux qui ont élu François ont été quasi unanimes pour demander une profonde réforme de la Curie.

Pour ce vaste chantier, le pape s'est entouré d'un conseil de huit – puis neuf – cardinaux chargés de le conseiller dans le gouvernement de l'Église et la révision de *Pastor Bonus*, le fameux « C9 ». Tous les deux ou trois mois, ils se retrouvent au Vatican autour du pape pour une « revue générale » des méthodes de travail de la Curie.

Les cardinaux qui ont élu François ont été quasi unanimes pour demander une profonde réforme de la Curie.

En 17 réunions, ils ont ainsi déjà étudié le fonctionnement de la plupart des dicastères – l'équivalent des ministères qui forment la Curie. Si le travail est encore en cours, des propositions concrètes ont déjà été faites au pape. Certes, la nouvelle constitution devant succéder à *Pastor Bonus* se fait toujours attendre, mais des réformes ont déjà été mises en œuvre. Dans ses vœux, le pape a ainsi rappelé les 18 textes qui, en trois ans, ont déjà donné un nouveau visage à la Curie.

Ainsi, sans toucher, pour l'instant, à l'architecture de Paul VI et Jean-Paul II, la différence entre congrégations – dotées d'un pouvoir de gouvernement – et les conseils pontificaux – dont la mission n'est justement que de conseiller – s'estompe peu à peu. Le nombre de conseils pontificaux a fondu de 12 à 5, tandis que deux « dicastères », sans plus de ●●●

les trois hommes clés



Claudio Peri/AFP

Le cardinal Pietro Parolin, l'homme de confiance

À 61 ans, ce diplomate de haut niveau, nonce apostolique au Venezuela juste avant d'être nommé secrétaire d'État du Saint-Siège en 2013, incarne le renouveau voulu par le pape François dans les plus hautes sphères du Vatican. Originaire de Vénétie, son tempérament modéré et ses manières affables s'allient à un professionnalisme et une simplicité appréciés par ceux qui le côtoient. Peu après son ordination, en 1980, le jeune homme est envoyé presque par hasard à l'école de la diplomatie vaticane. Nigeria, Mexique, puis retour à Rome. Des dossiers épineux lui sont confiés, comme celui des relations entre le Saint-Siège et le Vietnam, Israël ou encore la Chine. Loin des clans, peu enclin à s'intéresser à la politique italienne, il a la confiance totale du pape François, dont il est par sa position le plus proche collaborateur.

Marie Malzac



M. Migliorato/CP/CIRIC

Le cardinal Beniamino Stella, former des prêtres selon le cœur du pape

Lui aussi choisi parmi les meilleurs diplomates du Saint-Siège, le cardinal Beniamino Stella, préfet de la puissante Congrégation pour le clergé, a l'importante charge de superviser les prêtres du monde entier à l'ère du pape François. Issu d'une fratrie de douze frères et sœurs, cet Italien a grandi à l'ombre du clocher, notamment grâce à l'Action catholique. Après ses études à l'Académie pontificale, « l'école des nonces », il a enchaîné les destinations délicates. En 2007, lors de l'Assemblée du Celam à Aparecida (Brésil), Mgr Stella, alors nonce en Colombie, fit la connaissance de l'archevêque de Buenos Aires. Dans la *Ratio fundamentalis* publiée en décembre, ce cardinal de 75 ans a dressé le portrait du prêtre de demain « capable d'unir de manière équilibrée les dimensions humaine, spirituelle, intellectuelle et pastorale ».

Marie Malzac



Gabriel Bouys/AFP

Mgr Dario Edoardo Viganò, le communicant

Cet Italien, préfet du Secrétariat pour la communication du Saint-Siège, né en 1962 à Rio de Janeiro, bouscule les habitudes au Vatican, dont il veut rationaliser et moderniser les moyens d'information (Radio Vatican, *L'Osservatore Romano* et le Bureau de presse du Saint-Siège). Ses manières de « super-manager » ne lui attirent pas que des sympathies. Ordonné en 1987 par le cardinal Carlo Maria Martini, archevêque de Milan, ce dernier lui demanda ensuite d'explorer les liens entre foi et cinéma. En 2004, il sera ainsi nommé président de la commission d'évaluation des films de la Conférence des évêques italiens et devient une figure remarquée dans le domaine du 7^e art. En 2013, il est placé par Benoît XVI à la tête du Centre télévisé du Vatican : un mois plus tard, lorsque le pape allemand renonce au pontificat, le monde suivra grâce à lui en direct son départ par hélicoptère vers Castel Gandolfo.

Marie Malzac

ÉVÈNEMENT

Se fondant sur la réflexion des neuf cardinaux chargés de le conseiller, le pape a décrit une Curie plus flexible et travaillant dans un esprit beaucoup plus collectif.

●●● précision mais aux compétences plus étendues, ont vu le jour : laïcs, famille et vie, en septembre, et service du développement humain intégral, né officiellement avant-hier. Deux « secrétariats » ont aussi été créés, aux compétences plus transversales, les finances – principal point noir des pontificats précédents – et la communication.

Chargé d'accompagner et de surveiller les finances des dicastères, le Secrétariat pour l'économie vient ainsi pallier l'absence d'instance budgétaire centrale. En juin, pour éviter la création d'un « monstre » à la fois ordonnateur et contrôleur des dépenses, le pape est néanmoins revenu en arrière, redonnant à l'Administration du patrimoine du Siège apostolique la gestion directe des biens du Saint-Siège. Quant à la Pré-

fecture des affaires économiques, sans préfet depuis plus d'un an, ni secrétaire – condamné à de la prison ferme dans l'affaire du VatiLeaks, il a été libéré avant Noël et renvoyé dans son diocèse en Espagne –, elle est appelée à disparaître.

Du côté de la communication, la réforme a abouti à la création du Secrétariat pour la communica-

tion. Reprenant les compétences de l'ancien Conseil pontifical pour les communications sociales, il y agrège la Salle de presse et les différents médias. Un gros effort de rationalisation et de réduction des coûts est à l'œuvre qui, même s'il est nécessaire, ne va pas sans faire grincer des dents. À Radio Vatican, institution dotée jusque-là d'une

vraie ligne éditoriale, les journalistes voient leur travail s'orienter vers la communication et s'inquiètent d'un Vatican trop lié aux grands groupes de l'Internet.

Mais au-delà des organigrammes, ce sont d'abord les manières de travailler que le pape entend réformer à la Curie. « Les réformes structurelles ou organisa-

tionnelles sont secondaires, expliquait-il dès le début de son pontificat. La première réforme doit être celle de la manière d'être. » « Pour lui, il est très clair que la réforme ne peut se résumer à un changement d'organisation mais passe par une conversion personnelle, pastorale et missionnaire », confirme un proche. Ce sont ces critères que le pape a expliqués dans ses vœux à la Curie. Se fondant sur la réflexion du C9, il a décrit une Curie plus flexible et travaillant dans un esprit beaucoup plus collectif.

À ce titre, le rôle de coordination de la Secrétairerie d'État devrait être déterminant. Or, dans *Pastor Bonus*, cela n'a rien d'explicite, le texte précisant, au contraire, que « les dicastères sont juridiquement égaux entre eux ». Chacun garde donc jalousement son pré carré du regard des autres. Et si certains ont pris l'habitude d'un véritable travail collectif – le cardinal Ratzinger avait impulsé à la Doctrine de la foi un vrai travail de réunion où chacun pouvait s'exprimer –, d'autres n'ont pas réuni depuis plusieurs années les cardinaux et évêques du monde entier formant leur assemblée... Réformer la Curie est, décidément, un travail de Romain!

Nicolas Senèze

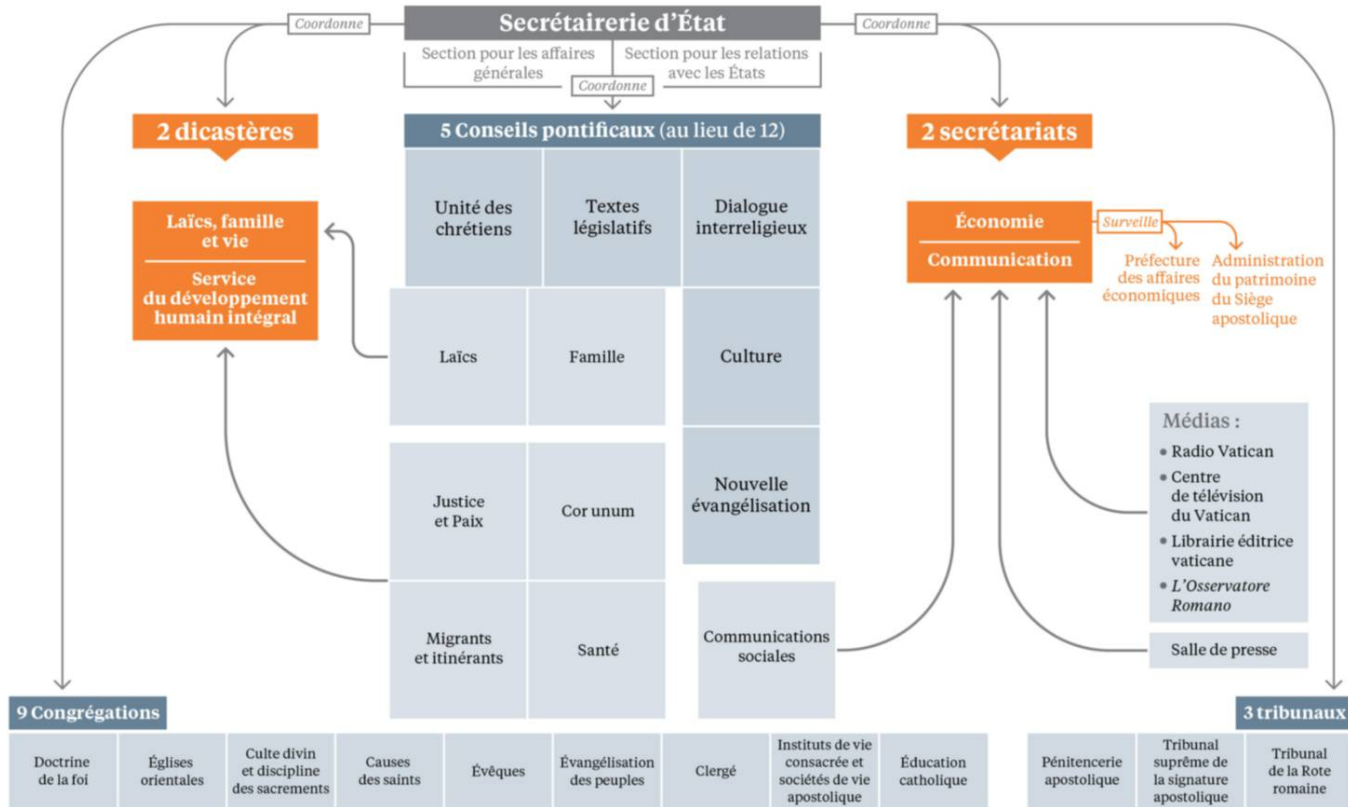


Le pape lors de ses vœux de Noël aux membres de la Curie romaine, le 22 décembre. Pool/CP/Circ

(1) Selon la formule du Guépard de Giuseppe di Lampedusa : « Il faut que tout change pour que rien ne change. »

La réforme de la Curie

■ Création du pontificat de François ■ Suppression / fusion



●●● paisibles et de vivre les conseils évangéliques sans rigidité, ni hypocrisie ou échappatoires.»

Dans cette optique, et dans la logique des insistances du pape François sur le sujet depuis plusieurs mois, l'un des autres mots clés du texte est sans aucun doute le discernement. La *Ratio* rend désormais obligatoire l'année de propédeutique, cette année de discernement et de fondation spirituelle à l'entrée du séminaire qui existe déjà dans la plupart des séminaires français. Elle insiste aussi sur l'accompagnement personnel des séminaristes et rappelle l'instruction de 2005 stipulant que « l'Église (...) ne peut pas admettre au séminaire et aux ordres sacrés ceux qui (...) présentent des ten-

dances homosexuelles profondément enracinées ».

Plus largement, il s'agit de bien discerner ceux qui auront, plus tard, à réfléchir avec les fidèles qui leur seront confiés. « *Le discernement est un don que les pasteurs doivent exercer envers eux-mêmes, mais encore plus sur le terrain pastoral, pour accompagner et interpréter en profondeur surtout ces situations existentielles plus complexes qui pèsent souvent sur les personnes blessées qui nous sont confiées* », reconnaît le cardinal Stella. « *Qui suit la voie de l'Évangile et s'immerge dans la vie de l'Esprit, va au-delà d'une approche tant idéologique que rigoriste, en découvrant que les évolutions et les situations de la vie ne peuvent pas*

« Le prêtre n'est pas l'homme du "faire", ni un leader, un organisateur religieux ou un fonctionnaire du sacré, mais un disciple épris du Seigneur. »

être classifiées au moyen de schémas inflexibles ou de normes abs-traites. »

Et c'est finalement cet ancrage évangélique qui peut résumer toute la *Ratio* promulguée hier,

avec l'ambition de former des prêtres « configurés au Christ Bon Pasteur », image qui revient régulièrement dans le texte. « *Le prêtre n'est pas l'homme du "faire", ni un leader, un organisateur religieux ou un fonctionnaire du sacré, mais un disciple épris du Seigneur, dont la vie et le ministère sont enracinés dans une relation intime avec Dieu et dans la configuration au Christ Bon Pasteur* », insiste le cardinal Stella. Dans la lignée d'un pape François farouche adversaire du cléricisme, le prélat appelle à dépasser « *une vision "sacrée" ou bureaucratique du ministère* », loin des « *tentations liées à l'argent, à l'exercice autoritaire du pouvoir, à une rigidité légaliste ou à la vanité* ». **Nicolas Senèze**

essentiel

RD-Congo — L'ONU salue la médiation de l'Église

Mardi, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a encouragé la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) dans ses efforts pour apaiser la situation politique alors qu'approche la fin du mandat du président Joseph Kabila, le 20 décembre. Il se félicite de « l'annonce de la poursuite de la médiation menée par la Conférence épiscopale afin de parvenir à un consensus plus inclusif sur la tenue des élections en République démocratique du Congo ».

Pologne — Mgr Marek Jedraszewski succède au cardinal Dziwisz à Cracovie

Mgr Marek Jedraszewski, archevêque de Lodz depuis 2012, a été nommé hier comme nouvel archevêque de Cracovie (Pologne), où il succédera au cardinal Stanislaw Dziwisz, démissionnaire pour raisons d'âge. Secrétaire de Jean-Paul II pendant une quarantaine d'années, ce dernier avait été l'exécutif testamentaire du pape, mort en 2005. Né en 1949 et originaire de Poznan, Mgr Jedraszewski, vice-président de la Conférence épiscopale polonaise, devient ainsi le troisième successeur de Karol Wojtyla.

sur la-croix.com
— Entretien avec le **P. Bertrand Auville**: « **On prête à l'Église un poids politique qu'elle n'a plus** »
— **Le plan d'action des Caritas du Sahel pour les migrants**

entretien

« Un bon séminariste doit avoir des qualités relationnelles importantes »



M. Migliorato/Ciric/Catholic Press Photo

Mgr Hervé Giraud

Archevêque de Sens-Auxerre et prélat de la Mission de France

— Ancien supérieur du séminaire de Lyon, l'archevêque de Sens-Auxerre évoque les principales qualités attendues d'un séminariste.

Quelles sont les qualités attendues d'un séminariste ?

Mgr Hervé Giraud : Quatre dimensions sont importantes : un bon séminariste est quelqu'un qui a une bonne formation humaine, des qualités relationnelles importantes, une forte humanité à la fois intérieure et vis-à-vis des autres. C'est aussi quelqu'un qui a une vive intelligence, pas forcément spéculative, mais de la société, du monde dans lequel on vit, qui n'est pas celui du XIX^e ou du XX^e siècle... L'as-

pect spirituel est très important. Un séminariste doit avoir une relation personnelle et singulière avec le Christ et une grande connaissance de l'Évangile. Enfin, l'aspect pastoral est essentiel : quand on est ordonné, ce n'est pas pour soi mais pour le service d'un peuple. Quand on aime les gens, quand on est aimé du Christ, devenir prêtre est une belle route.

Comment se fait le discernement ?

Mgr H. G. : C'est sur l'unification des quatre dimensions évoquées précédemment que l'on va discerner. Il s'agit un peu de ce dont parle, sur un autre sujet, le pape François, au chapitre 8 de son exhortation apostolique *Amoris laetitia*, lorsqu'il invite à « *accompagner, discerner et intégrer* ». On ne demande pas des qualités exceptionnelles, mais une somme de qualités moyennes ! Ce n'est jamais de la mathématique. Quelqu'un peut peiner dans la vie intellectuelle tout en ayant une très bonne sensibilité relationnelle par exemple. Et le dis-

cernement n'est pas non plus une science exacte, on ne peut jamais présumer de l'avenir d'un candidat.

Le discernement se fait toujours à plusieurs, et tout au long des six ans de formation, bien sûr avec le supérieur du séminaire et son équipe, mais aussi ceux qui ont accompagné le séminariste, notamment en paroisse.

Par quels outils peut-on juger de l'équilibre d'un séminariste ?

Mgr H. G. : Le principal est la vie communautaire, au séminaire. C'est là où se condensent et s'unifient beaucoup plus vite les aptitudes que l'on peut ressentir. On va devoir résoudre des conflits, prier ensemble, vivre une émulation intellectuelle communautaire. La vie de prière au séminaire nous modèle pour la vie. Puis, l'insertion pastorale est essentielle, elle représente une part non négligeable de l'année d'un séminariste.

Quelle importance ont les sciences humaines dans la formation au séminaire ?

Mgr H. G. : Les cours de psychologie permettent d'aborder des notions qui vont aider les séminaristes à traduire verbalement ce qu'ils vivent. Cette parole les libère et les fait grandir. Il ne faut pas oublier que le séminariste est le principal protagoniste de sa formation. Je dis souvent aux formateurs qu'il vaut mieux poser une question de trop qu'une question trop tard. Mais il ne faut pas forcément attendre de réponse immédiate à cette question.

Les personnes présentant des « tendances homosexuelles profondément enracinées » ne sont pas les bienvenues au séminaire, d'après le texte de la Congrégation pour le clergé. Pourquoi ?

Mgr H. G. : De manière générale, l'Église invite les candidats – et pas seulement ceux qui se disent homosexuels – à ne pas s'enfermer dans l'image qu'ils se font d'eux-mêmes. Elle invite aussi les formateurs à ne pas fixer non plus les candidats dans ce qu'ils prétendent être en profondeur et qui n'est peut-être que transitoire. Le séminariste peut avoir besoin d'un temps de réaménagement qui nécessite qu'on lui renvoie une plus juste image de lui. Le laisser à son diagnostic, c'est le conforter dans sa fixation et entraver son développement humain. Or un formateur doit l'aider à mieux intégrer ses tendances affectives. Le texte invite donc à ne pas aller trop vite. Les formateurs peuvent voir plus clair que le candidat lui-même.

Recueilli par Clémence Houdaille

LA MAÏNALE DE CLÉMENT ROCHEFORT
le samedi 7h-9h

Rendez-vous à 7h40 avec Sabine Gignoux ou Cécile Jaurès, journalistes à La Croix

france musique

CE MONDE A BESOIN DE MUSIQUE En partenariat avec **LA CROIX**
francemusique.fr

Huit ans après les Jeux de Pékin de 2008, Yannick Szczepaniak vient de récupérer une médaille de bronze après le contrôle antidopage tardif et la disqualification d'un adversaire russe. Il a beaucoup souffert de cet échec mais est tourné vers l'avenir.



Yannick Szczepaniak refuse de se laisser gagner par l'amertume.
Martin Richard/Presse sports

Yannick Szczepaniak

Médaillé olympique en lutte gréco-romaine

La bonne nouvelle sportive de la fin d'année 2016 est que la France n'a pas, comme on le pensait, battu à Rio son record de médailles olympiques de l'après-guerre. Au tableau d'honneur olympique, l'Équipe de France 2016 vient en effet d'être rattrapée par sa devancière de 2008 au sein de laquelle le lutteur Yannick Szczepaniak avait échoué au pied du podium.

En décembre, le sociétaire du club de Sarreguemines (Moselle), retraité des tapis depuis quatre ans, a reçu du Comité international olympique (CIO) la confirmation officielle d'une rumeur qui circulait depuis quelques semaines dans les milieux de lutte. Suspecté de triche après le réexamen de nombreux échantillons de 2008 et 2012, à la suite du scandale de dopage organisé en Russie, le Russe Khasan Baroev (médaillé d'argent en 2008) est disqualifié. Du coup, le Français remonte d'un cran et se voit attribuer une médaille de bronze, qu'il avait rangée depuis longtemps dans l'armoire de ses rêves évanouis.

« Au début j'ai eu un peu de mal à y croire. On parlait d'une disqualification d'un Russe dans ma catégorie, on citait mon nom pour récupérer une médaille, mais j'ai commencé à me faire à l'idée seulement quand le ministère des sports a pris l'initiative de me verser les 13 000 € revenant à chaque mé-

daillé de bronze. Là, ça commençait à devenir sérieux », explique le jeune retraité, aujourd'hui âgé de 36 ans. « Jusqu'au courrier du CIO, je n'osais pas considérer que cet argent m'appartenait. »

Huit ans après, a-t-elle le même goût, cette médaille qui a été mordillée par un autre ? « Bien sûr que non, répond l'intéressé. Ces jeux de 2008 resteront un échec pour moi, j'ai perdu un combat décisif, que ce

soit contre un adversaire dopé ne change rien à l'affaire, j'ai perdu, point, si ça se trouve le dopage ne l'a même pas aidé. »

Pour le lutteur, la médaille retrouvée n'efface pas le long trou noir qui a suivi son retour. « J'étais heureux pour les frères Guénot qui sont revenus en triomphateurs après leurs médailles, c'était amplement mérité. Mais moi je me suis retrouvé dans un état proche de la dé-

pression, dont je suis sorti en bonne partie grâce au soutien de ma famille et de mon épouse Angélique. »

Sans reconnaissance médiatique, sans sponsor, ni soutien particulier dans un sport où l'argent ne coule pas à flots, il s'est trouvé bien seul dans un double combat, sportif et personnel. « J'ai continué à combattre jusqu'en 2012, dit-il, mais j'ai la conviction que la petite dose de surconfiance injectée

Lutteur blessé mais pas abattu

Son inspiration.

La médaille olympique, un rêve de gosse

Grand blessé de l'olympisme, Yannick Szczepaniak refuse de douter de tout dans son sport : « Bien sûr, il y a des tricheurs, mais il ne faut pas tout salir, car la majorité des sportifs sont propres, en lutte comme ailleurs », dit-il. Dans les disciplines confiden-

tielles comme la sienne, les Jeux restent la quête ultime pour tous les athlètes. « Gagner une médaille était un rêve de gosse et j'entends la transmettre aux jeunes que j'encadre comme entraîneur de l'Équipe de France junior, poursuit-il. Je sais que les

enjeux politiques ou économiques sont importants et que les jeux sont devenus une machine monstrueuse, mais j'ai choisi de ne pas trop me poser ces questions-là pour préserver et transmettre mon plaisir d'avoir récupéré cette médaille. »

par une médaille m'a manqué dans d'autres compétitions. J'ai manqué de peu la qualification pour les Jeux de 2012. Ensuite, il fallait arrêter, à 32 ans, mon avenir sportif était derrière moi. »

Si le cœur y était un peu moins sur le tapis, il a fallu aussi se remettre à l'ouvrage pour la reconversion, point d'angoisse des athlètes évoluant dans les sports où on ne gagne pas assez d'argent pour être à l'abri après la retraite sportive. Une médaille aurait là aussi grandement facilité les choses.

« Sans doute qu'un poste à la Fédération se serait ouvert plus facilement, dit celui qui est devenu bien plus tard entraîneur de l'Équipe de France junior. J'aurais aussi eu de meilleures conditions pour pouvoir m'entraîner tout en préparant mon professorat de sport que j'ai eu en 2009. Mais je me refuse à compter ce que je n'ai pas eu, je préfère regarder vers l'avenir, sans amertume, je n'en veux à personne. »

Même pas à ce Khasan Baroev qui l'a privé de médaille ? « Non, il a mal joué, il a perdu et il était pris dans un système qui le dépassait. Cette déception de 2008 a fait de moi l'homme que je suis et qui savoure à 100 % le plaisir d'être reconnu. »

Outre les 13 000 € et le courrier du CIO, sa nouvelle légitimité a été proclamée fin novembre à la face du monde de la lutte, au Cirque d'hiver, à Paris, devant les centaines de spectateurs venus assister à un match de gala entre la France et le Kazakhstan. En attendant la remise officielle de la breloque, probablement en août prochain, lors des mondiaux organisés en France.

Jean-François Fournel

Les enjeux de la préparation au mariage

« Un travail d'introspection est nécessaire pour mieux se connaître sur le plan affectif. Puis, un ou plusieurs pardons seront accordés aux membres de sa famille d'origine. »

●●● Suite de la page 13.

Le mariage risquerait de souffrir d'un poids qui ne lui appartient pas. Un travail d'introspection est donc nécessaire pour mieux se connaître sur le plan affectif. Puis un ou plusieurs pardons seront accordés aux membres de sa famille d'origine. »

Il est devenu moins évident de s'engager à long terme. Colette Janicot reconnaît qu'une forme de « maturation au mariage » est nécessaire. Certains jeunes couples n'arrivent pas à se projeter. Rester ensemble ? Se quitter ? Ils sont entre deux eaux, ni heureux ni

L'École de vie conjugale propose dans plusieurs paroisses un parcours de discernement.

malheureux, plutôt indécis par crainte d'être seuls ou parce qu'ils éprouvent un sentiment d'insécurité affective. Pour les soutenir, l'École de vie conjugale propose dans plusieurs paroisses (lire les repères) un parcours de discernement. Certains se rendent compte alors qu'ils ne sont pas faits pour vivre ensemble et mettent fin à leur vie commune. D'autres se décident enfin à se marier.

Après la préparation « au mariage », ou plus souvent de façon concomitante, les futurs époux s'occupent de la préparation « du mariage » proprement dit. Une cérémonie qui, selon la sociologue Florence Maillouchon (1), prend de plus en plus d'ampleur. Beaucoup d'invités, parfois plusieurs fêtes à des dates et en des lieux différents. La durée de préparation s'est allongée : d'un an il y a quinze ans, on est passé, depuis 2010, à deux, voire trois ou quatre ans ! Cette longue période crée parfois des tensions avec les familles et à l'intérieur du couple. Il s'agit d'une « mise à l'épreuve ». Selon la sociologue, si les futurs époux arrivent à traverser cette « épreuve du feu », alors ils en sortiront « grandis ».

France Lebreton

(1) *La Passion du mariage*, de Florence Maillouchon, PUF, 400 p., 27 € (parution le 6 avril).

repères

Les chiffres du mariage

En 2014, 241 292 mariages ont été célébrés en France.

Les femmes se sont mariées à 35 ans en moyenne et les hommes à presque 38 ans.

Dans 40 % des cas, les couples pacés mettent fin au contrat pour se marier.

Le nombre de mariages religieux continue de baisser : alors qu'il concernait 9 mariages sur 10 au début des années 1970, ce n'est plus le cas que de 6 sur 10.

L'âge à la première vie de couple tend à se stabiliser : 23,6 ans pour les femmes, 26,3 ans pour les hommes, ayant un diplôme supérieur à bac + 2.

reportage

Bien préparer son mariage civil

Samedi matin à l'hôtel de ville d'Asnières-sur-Seine. Certains couples arrivent ensemble, d'autres séparément. Tous assez impressionnés par la solennité du lieu : le grand escalier, la galerie centrale, ouverte sur la majestueuse salle des mariages. Dans une pièce attenante, les futurs mariés prennent place, deux par deux, autour d'une grande table ovale, en face d'un écran. « *Se marier implique un certain nombre de droits et de devoirs, il appartient donc à la mairie de vous transmettre ces informations pour vous faire prendre conscience de votre engagement afin que votre couple soit durable* », introduit avec sérieux et bonne humeur Caroline Carmantrand, maire adjointe à la famille et la petite enfance, avant de passer le relais aux bénévoles de Cap Mariage.

Présente dans de nombreuses villes françaises, cette association laïque et apolitique, née en 1998, et implantée depuis plus d'un an à Asnières-sur-Seine, propose un



Aujourd'hui, pour 60 % des couples, le mariage civil est la seule cérémonie. Flore-ael Surun/Tendance Floue

accompagnement au mariage civil. Une rapide présentation permet de faire connaissance avec chaque couple participant. Caroline et Tanguy, 26 et 28 ans, venus « *par curiosité* », se marieront en 2017 ; Claude et Laurie, jeunes seniors ayant « *déjà expérimenté le mariage* », veulent savoir s'il y a des « *nouveautés* » ; Marie-Christine et Dominique, chacun parent de grands enfants, vont se marier en juillet prochain ; Stéphane et Morgane, la trentaine, souhaitent s'informer sur le rôle des témoins et les régimes matrimoniaux. « *Pour 60 % des mariés, le mariage civil est la seule cérémonie. Comme celle-ci ne dure qu'une vingtaine de minutes, elle leur échappe un peu. Cette préparation permet de se l'approprier et de la personnaliser* », précisent Pauline et Stéphane, l'un des deux couples animateurs.

« *Avez-vous déjà assisté à un mariage civil ?* », interrogent-ils. L'occasion de rappeler le caractère très solennel du mariage

célébré publiquement devant un officier de l'état civil, représentant de l'État, et en présence de témoins. La présentation des différents régimes matrimoniaux intéresse surtout les couples ayant déjà des enfants ou exerçant une profession libérale. « *L'argent ne doit pas être un sujet tabou entre vous* », conseille le notaire animateur.

Les cinq articles du code civil sont décortiqués en un jeu de questions-réponses.

Ensuite, après une courte pause, les cinq articles du code civil sont décortiqués en un jeu de questions-réponses. La notion de « *respect* », a été ajoutée à l'article 212 en 2006 afin de prévenir toute forme violence entre

époux ; la « *fidélité* », comprise « *aussi* » au sens moral ; la différence subtile entre « *secours et assistance* »...

Laurie trouve « *rétrograde* » l'article 215 sur « *la communauté de vie* », à une époque où l'on est souvent amené à travailler à l'étranger. Mais tous s'accordent sur la nécessité d'une « *direction conjointe* » (article 213) entre les époux. Puis les participants sont encouragés à « *personnaliser* » et « *anticiper* » leur cérémonie, en concertation avec l'élu. Ils saisiront d'autant mieux le sens et la portée de leur engagement. À la fin de la matinée, les animateurs proposent une seconde rencontre, individuelle cette fois, pour échanger sur la vie de couple. Marie-Christine et Dominique sont partants. Mais Caroline et Tanguy, ravis d'avoir obtenu les réponses à toutes leurs interrogations, ne prendront pas rendez-vous. « *C'est trop intime* », confient-ils.

France Lebreton

Marion Muller-Colard, l'intranquillité heureuse

La théologienne protestante, qui vit dans les Vosges alsaciennes, pourfend la « religiosité », c'est-à-dire un ensemble de normes figées qui lui semblent bien éloignées des Écritures.



Marion Muller-Colard chez elle à Linthal (Haut-Rhin). Thierry Gachon/L'Alsace/Maxppp

Elle vous avait prévenu au téléphone. « Vous garerez votre voiture en bas et vous monterez à pied. » Une dizaine de minutes plus tard, après avoir escaladé un raidillon pierreux – où ne circulent que les piétons et les 4x4 – et longé une prairie où paissent tranquillement quelques moutons, vous voilà arrivé chez Ma-

rion Muller-Colard. C'est ici, dans cette maison perchée à 600 mètres d'altitude, au beau milieu du parc régional des Ballons des Vosges, que la théologienne protestante a élu domicile. Et qu'elle a donné rendez-vous. C'est là, sur « sa » montagne, que grandissent Manolin et Félix, ses deux enfants, et aussi que se trouve le lieu de « repli des troupes », elle qui se déplace souvent entre Paris et Genève. En réalité, une cabane de montagne achetée en 2009 et réhabilitée, au grand dam de ses proches convaincus que la famille ne supporterait pas de passer l'hiver ici. Sept ans et plusieurs Noël à -15 °C plus tard, elle reçoit dans la serre attenante à sa maison qui sera, cet après-

Elle réfute plus que tout l'idée « absurde » d'une « science de Dieu ».

midi d'été, successivement battue par la pluie et éclairée par le soleil. Son mari Samuel, musicien, passe une tête pour saluer le visiteur, avant de s'éclipser.

Depuis le succès de *L'Autre Dieu*, un récit paru en 2014, relecture spirituelle d'une expérience personnelle vendu à 16 000 exemplaires, Marion Muller-Colard, 38 ans, accumule les

invitations pour des conférences (jusqu'à trois par semaine aux quatre coins de la France), et est régulièrement sollicitée par la presse (1). Cheveux courts et gris, grands yeux bruns pétillants, la jeune femme ne rechigne pas à retracer de sa voix douce son parcours, à évoquer ses ancêtres artisans du renouveau piétiste en France, son grand-père missionnaire et ses prêches solennels en haut de sa chaire, ses parents éducateurs plutôt éloignés de la foi.

Et puis, à l'adolescence, la rencontre par hasard de ce pasteur, Bertrand de Cazeneuve, qui lui permet d'exprimer ses « questions existentielles ». « Il parlait des questions que nous avions. À cette époque, on m'a dit : "la vérité ●●●

●●● est quelque chose qui se cherche. Et nous sommes tous à égalité pour la chercher". » De cette époque, elle garde la conviction que la vérité n'est jamais acquise, qu'elle n'aura jamais « le fin mot ». Et rien ne l'agace plus que le qualificatif qu'on lui accole : théologienne. Elle réfute plus que tout l'idée « absurde » d'une « science de Dieu ». « Je fais des choix, j'é mets des options, mais je ne suis pas une spécialiste de Dieu. Spécialiste d'une religion, à la rigueur. Mais spécialiste de Dieu, ça ne veut rien dire ! »

« Je m'étais dit : "Donne-toi un an pour faire philosophie option Dieu, histoire de te cultiver. Après, tu feras de l'allemand". »

Il n'empêche. À l'université de Strasbourg, c'est bien la théologie qu'elle choisit, en dépit de son désir de devenir professeur d'allemand. « Je m'étais dit : "Donne-toi un an pour faire philosophie option Dieu, histoire de te cultiver. Après, tu feras de l'allemand" », se souvient-elle. Puis l'étudiante se prend au jeu et, avant de s'en rendre compte, entreprend une thèse sur Job, personnage biblique éprouvé par Dieu dans l'Ancien Testament. Une figure évoquée avec ten-

dresse dans *L'Autre Dieu*, où Marion Muller-Colard parle souvent de « son vieux frère Job ». « On a passé trois ans ensemble dans les bibliothèques... Au bout d'un moment, vous finissez par bâtir avec lui une relation particulière ! », sourit-elle, accoudée sur la table ronde de jardin où reposent un carnet Moleskine, *Kafka sur le rivage*, du Japonais Haruki Murakami et un téléphone. Dans la Bible, la figure de Marie, cette « mère d'un enfant venu d'ailleurs », l'intrigue. « Elle incarne l'impossibilité de pouvoir infléchir la vie de nos enfants », développe-t-elle.

Théologienne reconnue, elle persiste pourtant à se définir comme agnostique. Une forme de provocation qu'elle assume. « Je supporte mal les gens qui ont une opinion arrêtée », dit-elle, pourfendant également ce qu'elle nomme la « religiosité », c'est-à-dire un ensemble de normes figées qui lui semblent bien éloignées des Écritures. « L'Évangile est une parole mille fois plus simple que ce qu'en a fait le christianisme, mais très difficile à vivre », poursuit la jeune femme, qui voit dans le pape François un homme qui « rapproche le christianisme et l'Évangile ».

Chez Marion Muller-Colard, tout est débord. Y compris la foi : « La foi, c'est de ne pas avoir enclos le réel dans la seule rationalité, c'est refuser de s'agenouiller devant le réel », avance-t-elle. La résurrection n'est-elle pas la transgression par excellence ? Le livre qui sort ces jours-ci aux éditions Bayard est d'ailleurs un éloge de l'« intranquil-

Au centre de la poésie se trouve ton contradictoire.
Lutte loyalement contre lui, il est ton souverain -

René Char



lité » (2). Elle nourrit aussi sa passion pour l'imprévisibilité dans les textes de la philosophe Hannah Arendt, dont elle est une lectrice passionnée, et à qui elle a consacré en 2014 un livre aux éditions Les petits Platons (3). Un exemple parmi d'autres de cette conviction : « Au début, vous pensez que devenir adulte consiste à avoir de plus en plus de prise sur la vie. En fait, il se passe exactement le contraire. »

Une dé-maîtrise expérimentée concrètement lors de la très grave maladie de Félix, à sa naissance. Une infection pulmonaire qui n'était en rien prévisible. « Regarder son bébé souffrir, s'asphyxier et partir en réanimation sans pouvoir ne rien faire est une définition de l'Enfer. » La jeune mère découvre l'horreur absolue, mais aussi « ce petit espace dans l'horreur et qui n'est pas l'horreur. Ce lieu qui vous permet de vivre et que le poète Claude Vigée appelle le "lieu de la toute confiance". Il n'y avait aucune raison qu'il tombe malade. Et il n'y en avait aucune qu'il s'en sorte. Il a déjoué tous les pronostics des médecins. »

C'est la relecture de cette période éprouvante, que Marion Muller-Colard exprime en un triptyque, « la plainte, la menace et la grâce », dans *L'Autre Dieu*.

Ce récit paru il y a deux ans sera suivi du *Complexe d'Élie*, un essai sur la politique et la spiritualité, publié en 2016. Davantage que théologienne, elle se reconnaît plus volontiers dans la « corporation » des écrivains, de ceux qu'elle écoute chaque jour au fil d'entretiens diffusés sur France Culture.

Après sept années comme aumônier d'hôpital, elle a fini par sauter le pas et se consacrer entièrement à l'écriture. Dans sa maison, elle est sur le point d'achever la construction d'une pièce où elle pourra travailler en dehors du joyeux brouhaha familial. Car chaque femme écrivain doit disposer, selon elle, d'une pièce pour elle seule. Une référence au célèbre *A room of one's own* (« une pièce à soi »)

évoqué par l'écrivain britannique Virginia Woolf.

C'est dans ce bureau que naîtront les personnages de ses prochains livres, dont elle parle presque comme des amis. « Lorsque je commence un roman, je pars d'une image. Mais ne sais jamais précisément de quoi je vais parler. »

Il en va ainsi de *Bouche cousue*, destiné aux adolescents (4) et où une jeune femme est bouleversée par ses sentiments amoureux pour l'une de ses camarades de classe. « Au début, j'avais juste l'image d'une adolescente regardant tourner le tambour d'une machine à laver. Mais, au bout d'un moment, le personnage s'anime, coupe les ficelles, tel Pinocchio, et m'emmène. » Ici encore, laisser advenir l'imprévu, en somme. Abolir toute forme de déterminisme, jusque dans l'écriture d'un roman.

Et ses lecteurs ? Elle mentionne avec affection ceux qui l'interpellent à la fin des conférences, l'interrogent, lui écrivent. Il y a cette dame, confrontée au handicap, qui lui a demandé d'écrire un livre sur le sujet. Il y a aussi ce monsieur, père d'une fillette décédée, et avec qui le premier contact fut rude, avant de ressentir une « forte connivence ». « Tous, ils me donnent des nouvelles de mes livres. »

Bien sûr, dit-elle, elle ne se souvient ni des noms, ni des visages. « *L'Esprit Saint est l'addition de toutes ces voix-là qui tombent à des moments très opportuns et qui se sédimentent en moi.* » Cet été, elle a travaillé à son prochain roman. Son thème : le handicap. Le lieu : la Duranc. Une rivière qui déborde. **Loup Besmond de Senneville** (envoyé spécial à Linthal, Haut-Rhin)

(1) Elle tient une chronique dans *Panorama*, édité par Bayard, et dans *l'hebdomadaire protestant Réforme*.

(2) *L'intranquillité*, Bayard. Parution le 5 octobre.

(3) *Le Petit Théâtre de Hannah Arendt*, Éd. Les petits Platons, 64 pages, 14 €.

(4) *Bouche cousue*, Gallimard Scripto, 112 pages, 7 €.

bio express

1978.
Naissance à Marseille.

2006.
Publication de sa thèse de théologie sur « *Le mal de justice : quelle justice peut rendre compte du mal ? Réponse de Job, des amis et de Dieu.* »

2009.
Emménagement dans les Vosges alsaciennes.

2011.
Publication de son premier récit, *Prunelle de mes yeux* (Gallimard, 2011), un récit pour adolescents qui explore la question de l'identité.

2014.
Publication de *L'Autre Dieu. La plainte, la menace et la grâce* (Éd. Labor et Fides), pour lequel elle obtient les prix « écritures & spiritualités » et « spiritualité d'aujourd'hui ». La même année, publication de *Le professeur Freud parle aux poissons* et de *Le Petit Théâtre de Hannah Arendt*, aux éd. Les petits Platons.

2016.
Publication de *Le Complexe d'Élie* (Éd. Labor et Fides)

coups de cœur

« L'idée ridicule de ne plus jamais te revoir », de Rosa Montero

Écrivain, Rosa Montero a été chargée par son éditrice d'écrire une préface du journal que Marie Curie a tenu après la mort de Pierre Curie. C'est un récit très fort, dans lequel il est raconté comment Marie Curie s'est dénigrée au profit de Pierre. Il montre la difficulté d'être une femme, la peur de faire de l'ombre à son mari.

La Belgique

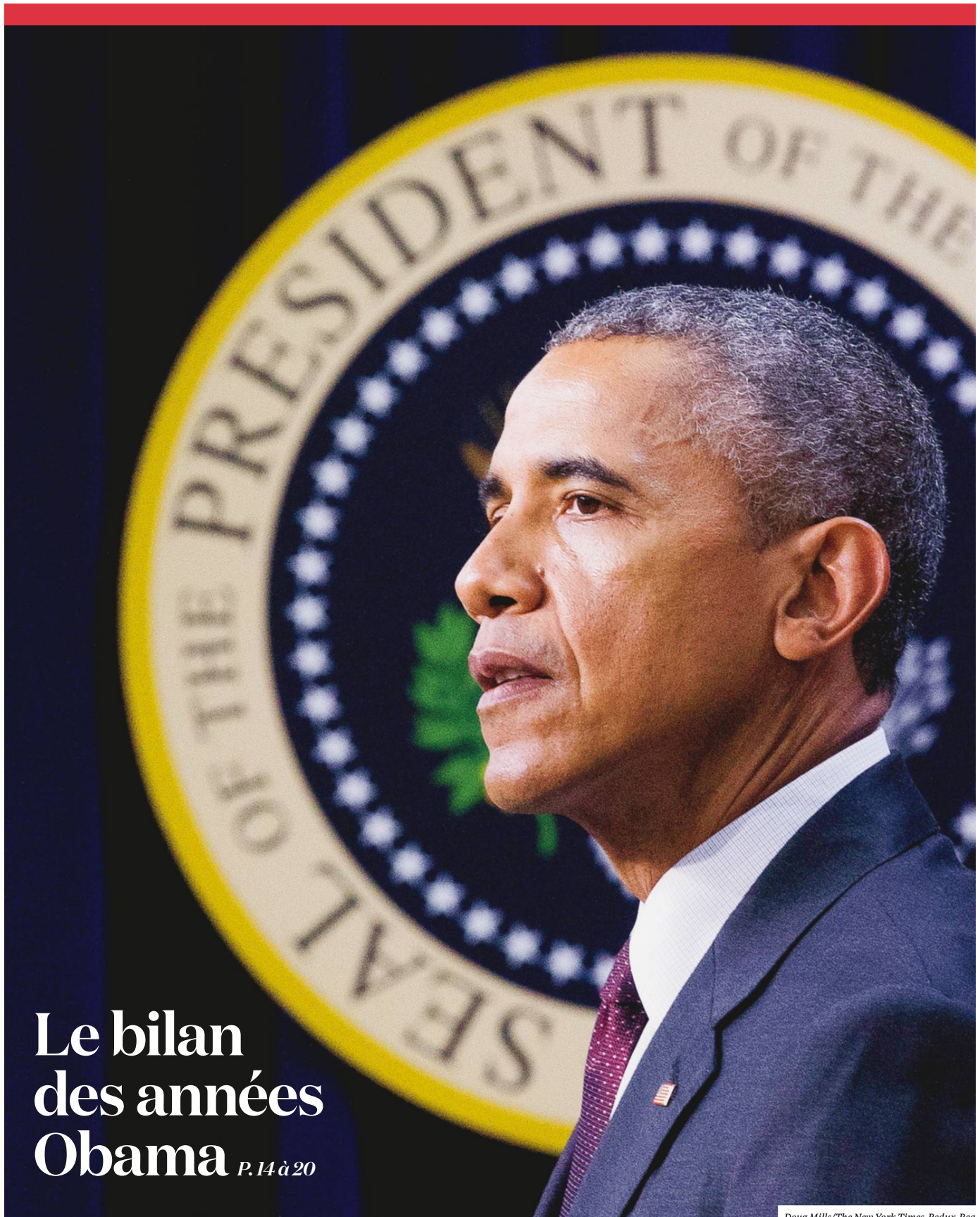
J'ai connu ce pays via mon amitié avec l'écrivain Colette Nys-Mazure. La Belgique est un pays où règne une vraie spontanéité de l'échange. Nous, Français, sommes souvent en représentation. En Belgique, je suis toujours frappée par la spontanéité de la rencontre, l'absence complète d'arrogance de la part des gens que je côtoie.

« Variations Goldberg », de Glenn Gould

J'aime entendre Glenn Gould, sa liberté de jouer comme s'il n'était pas écouté, en émettant ces borborygmes. Gould est totalement libre et en cela, il est émouvant. J'aime sentir les choses qui n'ont pas peur du corps, du geste et de la voix.



Glenn Gould à Londres en 1959. Associated Press



**Le bilan
des années
Obama** *P.14 à 20*

20 janvier 2009

À gauche. Barack Obama prête serment lors de la cérémonie d'investiture, de son premier mandat, à Washington.

Karen Ballard/The Image Works/
Roger-Viollet



10 décembre 2009

À droite. Manifestation à Oslo contre la remise du prix Nobel de la paix au président Obama.

Christopher Olsson/Contrasto-Réa

« Barack Obama restera dans l'histoire pour son charisme »

une place dans l'histoire

Steven Ekovich

Professeur à l'Université américaine de Paris

— Pour Steven Ekovich, la présidence Obama n'a pas tenu ses promesses.

— À ses yeux, la place dans l'histoire du premier président noir sera comparable à celle d'un John Kennedy, non à celle d'un Ronald Reagan.

Personne n'a oublié l'espoir suscité en 2008 par l'élection de Barack Obama. Huit ans plus tard, quel bilan peut-on dresser de sa présidence? Quelle trace laissera-t-elle dans l'histoire?

Steven Ekovich : Vous savez, quand Harry Truman a quitté la Maison-Blanche, les journalistes estimaient que son bilan de politique étrangère était catastrophique. Maintenant, les historiens considèrent qu'il fut l'un des plus grands présidents, parce qu'il a établi les grandes lignes de la doctrine de l'endiguement face au communisme et à l'Union soviétique.

Je crois donc qu'il faut laisser le temps faire son œuvre, aussi bien sur le plan des affaires étrangères que des questions de politique intérieure. Les jugements immédiats sont le plus souvent déformés. Barack Obama et son équipe tablent en fait sur le long terme. Il est vrai que si on juge son bilan aujourd'hui, on ne peut qu'être plutôt sévère: la présidence Obama se solde par beaucoup de déceptions. Mais une déception à la hauteur des espoirs démesurés de 2008.

Que va-t-il rester de ces deux mandats?

S. E. : En termes de politique, je crois que les plans de relance engagés par Barack Obama dès son

arrivée à la Maison-Blanche ont beaucoup aidé à sortir le pays d'un mauvais pas. Même si certains aspects ont rendu de nombreux Américains furieux, notamment quand l'argent public a sauvé les banques et Wall Street. Même chose avec le plan de sauvetage des grandes sociétés de l'industrie automobile.

Sur le plan intérieur, l'autre élément fort est bien sûr, la réforme de la santé, l'Obamacare. Cette réforme va-elle lui survivre? C'est peu probable compte tenu de l'opposition déterminée des républicains.

En matière de politique étrangère enfin, Barack Obama a pris des mesures spectaculaires, sur les dossiers cubain ou iranien notamment. A-t-il eu raison? Seul le temps jugera de l'impact de ses nouvelles orientations. Pour l'heure, on retient surtout la « ligne rouge » en Syrie, symbole aux yeux de beaucoup d'une certaine faiblesse.

Finalement, je crois que son plus grand accomplissement, et son plus grand apport pour changer l'image des États-Unis dans le monde, après les terribles années Bush, aura été

son élection, celle d'un président noir, de père africain. Mais avec, en échange, d'immenses espoirs, dont il était aussi responsable, au moins en partie.

Lors de sa campagne de 2008, Barack Obama a souvent mentionné Ronald Reagan parce qu'il reconnaissait les changements durables qu'il avait insufflés dans le pays. Barack Obama a-t-il réussi ce pari?

S. E. : Non, de ce point de vue, il a échoué. Ronald Reagan a rompu avec l'héritage du New Deal, faisant prendre un virage aux États-Unis. Rien de comparable, dans une autre

La présidence Obama se solde par beaucoup de déceptions. Mais une déception à la hauteur des espoirs démesurés de 2008.

direction, chez Obama. Comme il a échoué aussi à faire du Parti démocrate le parti dominant de la vie politique américaine. Beaucoup pensaient que les changements démographiques allaient marginaliser le Parti républicain. Or, c'est tout l'inverse qui s'est produit.

Non seulement les démocrates ont perdu les deux chambres du Congrès, mais aussi la Maison-Blanche. Ils ont aussi cédé beaucoup de terrain à l'échelon local. Il n'y a plus que 16 gouverneurs démocrates, contre près de 30 en 2008. Même chose dans les assemblées locales, où les démocrates, majoritaires en 2009, sont désormais minoritaires. Ils ont perdu près de 1 000 sièges – sur un peu plus de 7 000 – pendant la présidence Obama! Maintenant, il ne faut pas oublier que les États-Unis sont un État fédéral. C'est une véritable catastrophe pour son parti.

En ce sens, faut-il analyser la victoire de Donald Trump comme la première défaite électorale de Barack Obama?

S. E. : Je crois que oui... ●●●



repères

Les années Obama

- 4 août 1961.** Naissance à Honolulu (Hawaï).
- 4 novembre 2008.** Victoire à la présidentielle face à John McCain, avec près de 70 millions de voix, record toujours inégalé. Il est investi le 20 janvier 2009.
- 17 février 2009.** Vote du plan de sauvetage de l'économie américaine de 787 milliards de dollars.
- 21 mars 2010.** Adoption d'une réforme historique de la santé.
- 2 mai 2011.** Après une longue traque, Oussama Ben Laden est tué par un commando américain.
- 6 novembre 2012.** Réélection face à Mitt Romney.
- 14 décembre 2012.** Tuerie de masse dans une école du Connecticut (28 morts dont 20 enfants). Il échoue à faire modifier la loi sur le port d'armes.
- 31 août 2013.** Il refuse de déclencher des frappes contre le régime syrien qui a utilisé l'arme chimique dans la guerre civile.
- 17 décembre 2014.** Il annonce un rapprochement spectaculaire avec Cuba.

●●● Beaucoup d'Américains ont vu dans une victoire d'Hillary Clinton un troisième mandat de Barack Obama. Ce n'est pas bien sûr la seule raison de la victoire de Donald Trump, qui correspond au fond assez bien à l'époque narcissique dans laquelle nous vivons. Mais elle a compté.

Avant de quitter la présidence, l'action de Barack Obama est pourtant approuvée par 56 % des Américains, selon le dernier sondage Gallup, alors que son prédécesseur ne dépassait pas les 30 %.

S. E. : Oui, c'est vrai. Mais il faut distinguer la popularité d'un chef de l'État, et ce qu'en disent les historiens. John Kennedy, par exemple, est aussi, encore aujourd'hui, très populaire auprès des Américains. Les gens se souviennent de son charisme, de son allure, de sa présence... Mais les historiens ont, eux, un jugement plus sévère : ils ne classent pas JFK parmi les plus grands présidents.

Je crois que la place de Barack Obama dans l'histoire sera similaire à celle de John Kennedy, avec un décalage important entre sa popularité et un regard plus sévère porté par les historiens. Il restera perçu comme un président intelligent, grand orateur, cosmopolite, digne des meilleures écoles américaines, dont il est issu. Comme JFK, il a personifié une étape importante en devenant le premier président noir, comme John Kennedy fut le premier président catholique. Mais comme JFK, son charisme ne l'aura pas porté aussi loin qu'il le pensait.

Recueilli par Gilles Biaisette

Dans le « South Side » de Chicago, le président sortant suscite admiration et colère

— Dans cette zone défavorisée de Chicago où Barack Obama a fait ses premiers pas de travailleur social, la communauté afro-américaine fait le bilan.

Chicago

De notre correspondant

Le bus numéro 34 vient d'arriver à son terminus : Altgeld Gardens. Ce quartier afro-américain aux confins de Chicago, premier complexe de logements sociaux aux États-Unis, paraît sorti d'une utopie collectiviste. Soigneusement alignées, de petites maisons de briques rouges, toutes identiques, se partagent des pelouses bien tondues.

En 1985, un jeune « organisateur de communauté » nommé Barack Obama était venu mobiliser les résidents d'Altgeld pour exiger le désamiantage de leurs habitations. Certains se souviennent de lui. Comme Cheryl Johnson, dont la mère Hazel, pionnière de la justice environnementale aux États-Unis, l'avait aidé à l'époque. « Elle me disait : "Je savais qu'il était intelligent, mais je n'aurais jamais pensé qu'il deviendrait président" », sourit Cheryl, responsable de People for Community Recovery, une association créée pour améliorer les conditions de vie



dans le quartier. Dans son livre *Les Rêves de mon père*, Barack Obama décrit Altgeld comme un endroit où l'on venait « jeter les Noirs ». Relié à « la ville » par une seule ligne de bus, le quartier, conçu pour les vétérans afro-américains de la Seconde Guerre mondiale, s'est vidé de sa population. Faute d'opportunités économiques, les gangs se sont installés.

Mais, selon Cheryl Johnson, les choses s'améliorent. En partie grâce à Barack Obama. « Avec l'Obamacare, l'assurance santé est devenue accessible pour les personnes à bas revenus. Il a aussi ouvert les logements sociaux à des personnes, comme les anciens criminels, qui en étaient privés, et il a amélioré les programmes de formation pour

les jeunes les moins favorisés », énumère-t-elle.

La popularité de Barack Obama ne se dément pas dans le South Side. Personne n'a oublié l'espoir suscité par son élection en 2008. D'ailleurs, celui-ci n'est jamais vraiment parti. Il possède toujours une maison à Hyde Park, l'un des quartiers chics du South Side, à quelques minutes du site de sa future bibliothèque présidentielle. « Il est vu comme un héros ici », insiste Jerry Kellman, qui avait recruté Barack Obama comme travailleur social.

« Barack Obama a fait du mieux qu'il pouvait. »

Mais, si certains quartiers se transforment, d'autres continuent de souffrir de la crise économique de 2008 et s'enfoncent dans la violence des gangs. En 2016, Chicago a enregistré 762 homicides – un record – essentiellement dans les quartiers du sud de la ville. Si certains imputent cette situation aux négligences du maire démocrate Rahm Emanuel, ancien chef de cabinet de Barack Obama, d'autres, comme Camiella Williams, s'en

prennent au président. Elle qui a grandi dans les quartiers les plus durs du South Side, s'est lancée dans l'activisme anti-gang après avoir perdu 28 de ses amis. « Obama a mis l'accent sur la réglementation des armes à feu plutôt que sur les racines du mal, comme le manque de loisirs et de structures pour la santé mentale. La Maison-Blanche aurait pu forcer les villes à combler ces manques, comme elle l'a fait sur d'autres sujets. Aujourd'hui, nous nous sentons oubliés. Quand les victimes sont blanches, on s'attend à ce que le pays s'arrête. Mais qu'en est-il pour des endroits comme Chicago ? »

Fondatrice de Mask, un groupe de mères contre la violence des gangs, Tamar Manasseh pense que Barack Obama « a fait du mieux qu'il pouvait » compte tenu des attaques « racistes » dont il a parfois fait l'objet. Cette mère de deux enfants, qui organise des rondes dans les quartiers chauds, voit en lui un « super-héros ». « Les Noirs avaient beaucoup d'attentes. Peut-être que sa mission n'était pas d'accomplir les choses miraculeuses que nous voulions, mais de rappeler à un garçon de 8 ans quelque part en Amérique qu'il pourrait être président un jour. »

Alexis Buisson

(Suite page 16)

3 mars 2010

À gauche. Lors d'une rencontre à la Maison-Blanche avec des personnels médicaux.

Pete Souza/The White House

1^{er} mai 2011

À droite. Barack Obama et le vice-président Joe Biden (à gauche) assistent, avec l'équipe de la sécurité intérieure, au déroulement de l'assaut contre Oussama Ben Laden, dans une salle de la cellule de crise de la Maison-Blanche.

Pete Souza/The White House

La réforme de la santé, un legs majeur en sursis

politique intérieure

— Depuis l'adoption de l'« Obamacare » en 2010, plus de 21 millions d'Américains supplémentaires ont une assurance-maladie.

— Cet accomplissement majeur reste pourtant impopulaire, au point d'être menacé par les républicains en position de force à Washington.

« Soyons la génération qui s'attaque enfin à la crise de notre système de santé. Soyons la génération qui dit ici, maintenant, que nous aurons une couverture médicale pour tous d'ici à la fin du premier mandat du prochain président. » Par une froide journée de janvier 2007, Barack Obama, jeune sénateur, se lançait depuis l'Illinois dans la course à la Maison-Blanche. Avec, au cœur de sa campagne, une promesse centrale :

l'assurance-maladie pour tous. Le président démocrate a-t-il tenu parole ? Presque : de 16 % à la veille de l'adoption de son ambitieuse loi sur la santé en 2010, la part des Américains sans filet de protection est passée à 8,6 % aujourd'hui, selon les données du gouvernement.

En d'autres termes, 21,3 millions d'Américains supplémentaires sont désormais assurés. Un chiffre qui croît d'année en année, alors que cette vaste réforme continue de se déployer.

Sans être révolutionnaire – la santé reste toujours essentiellement aux mains du secteur privé –, cette réforme est néanmoins historique : Barack Obama a réussi là où ses prédécesseurs démocrates avaient tous échoué. C'est incontestablement son héritage majeur en politique intérieure.

Pourtant, l'Obamacare reste impopulaire. La dernière enquête, menée fin octobre, indique que moins de 40 % des Américains en ont une vision positive. La faute, selon James Morone, professeur de sciences politiques à la Brown University, à Providence (Rhode Island) à un projet « mal conçu politiquement, et mal vendu aux Américains ».

« La guerre de la communication a été perdue, explique cet expert en politique publique. Des manœuvres pour convaincre certains élus démocrates ont eu des effets désastreux, et le terrain médiatique a longtemps été laissé à l'opposition. Indépendamment de l'efficacité de la réforme, les Américains retiennent d'abord les volets qu'ils n'aiment pas. À commencer par l'obligation qui leur est désormais faite d'être assurés, sous peine de devoir payer une amende. »

Des erreurs de communication, oui, mais aussi d'appréciation. Comme l'espoir, vain, de parvenir à un compromis avec la droite. Car l'Obamacare est un mélange : une partie est d'inspiration républicaine, la concurrence entre assureurs privés en étant l'esprit général ; l'autre est démocrate, avec l'extension de Medicaid, le programme public de santé destiné aux plus démunis créé en 1965. Ses seuils ont été relevés pour permettre à plus de personnes d'en bénéficier.

L'administration Obama a dû batailler sur deux fronts : contre les républicains, qui ont refusé la main tendue, et contre de nom-

breux démocrates, qui souhaitent qu'un programme gouvernemental soit proposé à tous pour concurrencer les compagnies d'assurances. Pour un résultat, au final, un peu bancal. Du coup, la réforme ne tient pas toutes ses promesses, en matière de coûts notamment : fin octobre, le gouvernement a annoncé des hausses de prix des assurances disponibles via l'Obamacare de l'ordre de 25 %.

Même si des aides de l'État fédéral compensent cette dynamique, cette flambée a apporté encore un peu plus d'eau au moulin du Parti républicain. Contrôlant le Congrès

La tâche est aujourd'hui complexe pour les républicains. Disposant de tous les pouvoirs, ils ne peuvent pas laisser intacte la réforme contre laquelle ils se sont tant battus.

et la Maison-Blanche, ils ont désormais les coudées franches pour signer l'acte de décès d'une réforme honnie. Mais comment ? Et pour la remplacer par quoi ? Et comment justifier la suppression de certaines de ses dispositions qui sont, elles, populaires ?

« Cet ensemble forme un tout, analyse Vincent Michelot, professeur à Sciences-Po Lyon. Il est difficile, sinon impossible, de faire un tri. Personne, par exemple, ne veut revenir sur l'obligation qui est faite aux assureurs de devoir couvrir des gens atteints de maladies chroniques... Mais c'est précisément cette disposition qui rend nécessaire la contrainte imposée à tout Américain d'être assuré. »

C'est en effet le seul moyen d'équilibrer le système en intégrant des jeunes en pleine forme, peu enclins à payer une cotisation. Sans eux, les assureurs se retrouveraient avec beaucoup trop de malades, et de frais. Impossible donc, d'un point de vue économique, de conserver le versant populaire tout en supprimant l'autre.

La tâche est aujourd'hui complexe pour les républicains. Disposant de tous les pouvoirs, ils ne peuvent pas laisser intacte la réforme contre laquelle ils se sont tant battus. « L'Obamacare, tel qu'il existe, est condamné », assure James Morone. Sauf que la droite américaine ne pourra pas balayer d'un revers de main l'héritage majeur des années Obama. La bataille de la santé aux États-Unis n'est pas finie.

Gilles Blassette



paroles 

« Il a donné de l'espoir à ceux qui souhaitent voir une société qui intègre »

Misty Copeland
Première danseuse étoile
noire de l'American
Ballet Theatre

« Je ne peux pas croire que nous arrivions déjà à la fin de ce mandat! Barack Obama est à mes yeux la quintessence du rêve américain. Son élection, à deux reprises, a donné de l'espoir - aux États-Unis en particulier - aux gens, comme moi, qui souhaitent vraiment voir une société qui intègre et respecte la diversité. Il a été un fabuleux président, mais aussi un homme et un père exemplaire. En tant que danseuse, j'ai passé du temps avec lui, parce qu'il a sollicité beaucoup de personnalités et d'athlètes qui représentent l'Amérique sous un jour positif et incarnent un mode de vie sain. Lors de réunions, nous avons partagé nos idées pour améliorer la nourriture dans les écoles ou encourager l'activité physique des jeunes. Il a beaucoup fait appel à nos voix pour essayer de changer les choses et s'est toujours montré attentionné. Il a un tel charisme, une telle présence! Et pourtant, il se conduit très normalement. Je ne me suis jamais sentie intimidée à son contact. »
Recueilli par Marie Soyeux

entretien

« Des relations bien meilleures avec le Vatican qu'avec les évêques américains »

P. Thomas Reese

Jésuite, analyste au
National Catholic Reporter

Durant la présidence de Barack Obama, les relations entre le président et l'épiscopat américain ont été « empoisonnées » par les questions sur l'avortement et la contraception, selon Thomas Reese, qui fut nommé par l'administration Obama dans la commission américaine sur la liberté religieuse internationale.

En imposant l'Obamacare, le président sortant a-t-il, comme les évêques américains le lui reprochent, restreint la liberté religieuse aux États-Unis ?

Thomas Reese : Précisons que les évêques américains n'ont pas combattu l'Obamacare mais un petit aspect de la réforme de santé, à savoir le volet qui implique pour tous les employeurs de pourvoir au remboursement de la contra-

ception dans les contrats d'assurance-santé de leurs employés. Cette question ne fait pas débat en Europe. Mais elle est cruciale pour eux : ils ne veulent pas soutenir le contrôle des naissances, et des actions en justice sont en cours pour obtenir des exemptions. Les évêques ont mis en avant la liberté religieuse alors que l'administration Obama en parlait sous l'angle du contrôle des naissances... Si les évêques en avaient parlé sous cet angle, leurs soutiens auraient été moindres car la majorité des catholiques y sont favorables. Sur le mariage homosexuel également, les sondages montrent que les catholiques y sont majoritairement favorables, plus que les protestants eux-mêmes.

Lors de sa visite aux États-Unis en 2015, le pape François a-t-il réussi à sensibiliser les évêques aux questions d'environnement ?

T. R. : Pas suffisamment. Les évêques américains voient toujours la question *pro-life* (« anti-avortement ») comme prioritaire. Une grande majorité est aussi entourée de conseillers conservateurs et hos-

On pouvait entendre Barack Obama parler de Jésus comme de son « Seigneur et sauveur » personnel!

tiles à l'administration démocrate. Toutefois, il ne faudrait pas en conclure que tout est de la faute des évêques américains. L'administration Obama a fait des erreurs. Sur la contraception, ils n'ont pas fait appel à des experts, et il ne faut pas se cacher non plus qu'une partie de l'administration Obama se fichait éperdument de ce que pensent les évêques.

Certains démocrates catholiques ont cherché à trouver des compromis mais d'autres les refusaient catégoriquement, au nom des droits des femmes et des homosexuels. Il y eut hélas de l'intransigeance des deux côtés. J'ai moi-même été invité auprès de certains conseillers de la Maison-

Blanche. Pour Obama, ce combat était pénalisant pour les évêques comme pour les démocrates, mais il n'a pas réussi à en sortir.

À la différence de ses prédécesseurs démocrates, Barack Obama a réutilisé un langage empreint de religiosité, faisant montre de sa foi. On aurait pu s'attendre à ce que les relations avec l'Église américaine soient meilleures...

T. R. : C'est une personne effectivement très religieuse. J'ai été invité à plusieurs reprises au petit déjeuner organisé pour Pâques à la Maison-Blanche et l'on pouvait entendre Barack Obama parler de Jésus comme de son « Seigneur et sauveur » personnel! Sur la plupart des questions, lui et les évêques étaient sensiblement sur la même longueur d'onde. Malheureusement les questions d'avortement et de contraception ont empoisonné leurs relations. Sous le pontificat de Benoît XVI comme sous celui de François, les relations ont été bien meilleures entre Barack Obama et le Vatican qu'avec les évêques américains.

Recueilli par Céline Hoyeau

et aussi

Des réformes impossibles

La fermeture de Guantanamo. Dès son arrivée, Barack Obama a voulu tirer un trait sur cet héritage des années Bush. En vain. La prison n'est toujours pas fermée, mais s'est vidée - 59 détenus, contre 242 en janvier 2009.

La régularisation des immigrés clandestins. Ce projet a été bloqué au Congrès. Barack Obama a dû se résoudre à des mesures temporaires, contestées devant la justice.

La réforme du port d'armes. Après la tuerie dans une école de Newtown en 2012, la Maison-Blanche a voulu lancer une grande réforme. L'opposition de la droite et de certains démocrates a conduit à l'impasse.

(Suite page 18)

27 mars 2014

À gauche. Barack Obama et le pape François lors de la visite du président américain au Vatican.

Evandro Inetti/Zuma-REA



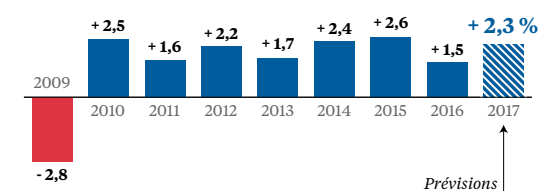
7 mars 2015

À droite. La famille Obama a participé à Selma (Alabama) à la commémoration du 50^e anniversaire du Bloody Sunday, une marche pour les droits civiques qui avait été brutalement réprimée.

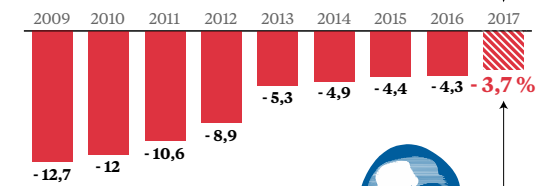
Lawrence Jackson/
The White House

Trois indicateurs clés de la présidence Obama

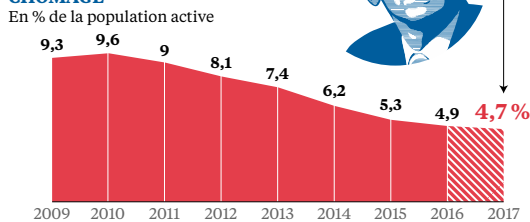
CROISSANCE DU PIB



DÉFICIT PUBLIC



CHÔMAGE



Source : OCDE

LA CROIX 

Wall Street, une réforme encore en chantier

économie

Dès le début de son premier mandat, Barack Obama avait promis de mettre de l'ordre dans la planète finance. Huit ans plus tard, le bilan de la loi Dodd-Frank reste mitigé.

Lorsque Barack Obama arrive à la Maison-Blanche, en janvier 2009, c'est pour affronter la plus grave crise économique que le pays ait jamais connue depuis la grande dépression des années 1930. Du fait de la crise dite des « subprimes », ces crédits immobiliers à risque qui ont entraîné la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008, le système financier américain est en passe de s'écrouler. Pour éviter la déroute, l'administration fédérale doit voler au secours des banques considérées comme « too big to fail » (trop grosses pour faire faillite) et autres acteurs des marchés.

Et, face à la récession qui menace, Barack Obama lance un vaste plan à 755 milliards de dollars sur dix ans pour relancer l'activité tandis que la Fed, la banque centrale, abaisse à zéro ses taux directeurs et fait tourner la planche à billets pour stimuler le crédit.

Ces mesures, prises dans l'urgence pour éteindre l'incendie, s'accompagnent d'une autre priorité : réformer Wall Street, afin « d'éviter qu'un tel désastre se reproduise en renforçant notamment la régulation et la supervision des banques, mais aussi de mieux informer et protéger les emprunteurs », résume Céline Choulet, économiste chez BNP Paribas.

Baptisée « Dodd-Frank Act » (DFA), du nom du sénateur Christo-

pher Dodd et du représentant Barney Frank, tous deux démocrates, cette réforme, poussée par Barack Obama, est négociée pendant des mois au Congrès où l'opposition républicaine, relayant l'opposition du lobby bancaire, combat un texte jugé bureaucratique et pénalisant pour l'économie.

À force de compromis, le DFA est finalement adopté le 15 juillet 2010 et promulgué dans la foulée par le président Obama, qui présente la loi comme « la plus grande réforme financière de l'histoire pour protéger le consommateur ».

Sur le papier, la formule n'a rien d'exagéré. « Le document prévoit de créer de nouvelles agences, dont le Bureau de protection des consommateurs de produits financiers (CFPB) ou le Conseil de supervision de la stabilité financière (FSOC), chargé d'identifier les risques de nature systémique », souligne Céline Choulet.

« De même, le texte édicte des principes forts pour assurer une meilleure stabilité financière. Notamment, les exigences en matière de fonds propres sont relevées pour renforcer la capacité des banques à amortir les chocs », poursuit-elle. ●●●

Pour transcrire ces principes dans la réalité, il a fallu rédiger une abondante réglementation, ce qui prend du temps.



paroles **66**

« Un homme politique tragique »

Jonathan Nossiter
Cinéaste

« Barack Obama est un homme politique tragique, comme peut l'être Hamlet, par son incapacité d'agir bien qu'il soit un prince. À son élection, certains, dont l'économiste Paul Krugman, ont prévenu que Barack Obama n'aurait qu'une fenêtre d'action de six mois. S'il imposait des choses radicales dans ces six mois, alors il serait un grand président et rétablirait un sens civique et égalitaire dans le pays. Mais il s'est appuyé sur Wall Street pour gérer son programme et a fait un dixième de ce qu'il aurait pu faire dans ce laps de temps, en arguant du blocage des républicains. Barack Obama me fait penser à Jackie Robinson, le premier joueur de base-ball noir de l'histoire américaine, dans l'équipe des Brooklyn Dodgers en 1947. Symbole du début du combat pour les droits civiques, il a été critiqué pour n'avoir pas été assez radical. De même, Barack Obama, premier président noir, savait qu'il ne pouvait pas être trop radical s'il voulait donner une chance à un autre Noir à la Maison-Blanche. Sa tragédie est d'avoir été trop civilisé dans un monde qui ne l'était pas. »

Recueilli par Sabine Audrier

sur la-croix.com
L'entretien complet

et aussi

Climat, commerce et développement au menu

L'accord de Paris sur le climat. En septembre 2016, les États-Unis, second plus gros pollueur de la planète, ratifient l'accord conclu en décembre 2015 à l'issue de la COP21.

Le traité de libre-échange transpacifique (TPP). Barack Obama a soutenu la négociation du TPP, signé par les États-Unis et onze pays de la zone Asie-Pacifique. Mais il n'a pas pu le faire ratifier par le Congrès.

L'Afrique, parent pauvre ? La seule initiative d'envergure, le plan « Power Africa », qui devait fournir l'électricité à 60 millions de foyers, peine à se concrétiser.

●●● Le problème est que, pour transcrire ces principes dans la réalité, il a fallu rédiger une abondante réglementation, ce qui prend du temps. Résultat : d'après le cabinet juridique Davis Polk, en juillet 2016, 70 % des 390 règles d'application étaient « finalisées », 10 % encore « en proposition » et 20 % « non traitées ».

Exemple symptomatique : la règle Volcker – qui vise à mieux séparer les activités risquées de celles couvertes par une garantie publique – devait entrer en vigueur en 2012, mais les banques ont obtenu un délai qui court jusqu'en 2022 pour s'y conformer pleinement.

« Surtout, le risque s'est déplacé depuis les banques vers des institutions financières qui échappent à la surveillance des régulateurs. Or, cette "finance de l'ombre" a un poids important dans le financement de l'économie américaine », alerte Céline Choulet.

Les plus optimistes affirment que le Dodd-Frank Act contribue, malgré ses imperfections, à mieux encadrer l'activité des banques pour éviter les dérives. Les plus pessimistes rétorquent que cette vaste loi est surtout truffée d'exceptions qui permettent aux banques de continuer à faire à peu près ce qu'elles veulent.

Mais les deux camps sont d'accord pour estimer que le risque d'une nouvelle catastrophe ne ferait qu'augmenter si Donald Trump tenait sa promesse de défaire une réforme qui reste encore en chantier.

Antoine d'Abundo

Un plan d'aide massif a tiré d'affaires l'industrie automobile

— À peine élu, le nouveau président a dû voler au secours des constructeurs américains en faillite.

— Il a alors fait l'impensable : nationaliser le premier fabricant du pays.

Oubliée, la crise. Aujourd'hui, les « Big Three » sont de nouveau en pleine forme. Les trois géants de l'automobile américaine, General Motors (GM), Ford et Fiat-Chrysler, ont terminé l'année sur de beaux chiffres. En 2016, il s'est vendu 17,5 millions de voitures aux États-Unis, dont 45 % sorties de leurs usines, ce qui fait près de 8 millions de véhicules écoulés.

Tout va bien. Mais il n'y a pas si longtemps, les Big Three ont failli mourir. En 2008, à la suite de la crise des « subprimes », les ventes se sont effondrées aux États-Unis, tombées à 10 millions par an. Les constructeurs américains ont particulièrement souffert, car les acheteurs se sont tournés vers des modèles plus petits, d'origine japonaise, loin des gros 4 × 4 et pick-up qui sont la spécialité des Big Three. General Motors, le plus touché, perdait deux milliards de dollars par mois...

En temps ordinaire, les constructeurs auraient pu faire appel au marché ou aux banques pour lever des fonds et se restructurer. Mais à cause de la faillite de Lehman Brothers, il était impossible d'emprunter. Or le dépôt de bilan des constructeurs américains pouvait signifier, potentiellement, la destruction d'un million d'emplois directs aux États-Unis. Impensable...

Recapitalisés, les « Big Three » ont dû s'astreindre à une purge brutale.

Barack Obama, à peine entré en fonction, a dû décider d'un plan d'aide exceptionnel. L'État a ainsi injecté 79 milliards de dollars (75 milliards d'euros). En contrepartie, il a pris le contrôle de GM, avec 60 % des parts, un geste inédit au pays de la libre entreprise. Il est aussi entré au capital de Chrysler à hauteur de 8 %, tandis que Fiat arrivait également au tour de table en prenant 20 %. Ford, quant à lui, avait réussi à boucler un gros emprunt juste avant la crise, échappant donc à la mise sous tutelle.

Recapitalisés, les Big Three ont dû s'astreindre à une purge brutale : valse des dirigeants, fermetures d'usines, cessions d'actifs, abandon de marques... Les nouveaux patrons du secteur ont aussi négocié des accords avec les syndicats, qui ont accepté que la rémunération des nouveaux embauchés soit 30 % moins élevée que celle des ouvriers arrivés avant 2008... Et ont délocalisé une partie de la production au Mexique, pour faire des économies.

En même temps, les constructeurs américains ont investi pour renouveler leur gamme vieillissante, en mettant le cap sur la voiture électrique et le moteur hybride. Ils ont également poussé les feux en Chine, qui se trouvait en plein boom...

Ces efforts ont payé. En cinq ans, les constructeurs américains ont redressé la tête. General Motors a fait un retour en bourse dès 2010. L'État américain a vendu ses parts, en plusieurs fois, et quasiment retrouvé ce qu'il avait investi : il a pu récupérer l'équivalent de 66 milliards d'euros. Le sauvetage n'aura coûté au contribuable que l'équivalent de 8,5 milliards d'euros.

Alain Guillemoles

66

paroles

« Le sang froid d'Obama »

Joyce Carol Oates
Ecrivain

« Je n'ai rencontré Barack Obama qu'une seule fois, à l'occasion de la cérémonie de remise de la National Medal of Arts à la Maison-Blanche, au printemps 2011. Un homme d'une extrême courtoisie, aussi chaleureux et drôle que spirituel, visiblement soucieux de nous mettre complètement à l'aise. Brillant et discret, urbain, spirituel, compatissant, posé, sereinement animé d'un idéalisme né de l'héritage d'une Amérique des droits civiques en conflit avec la vieille Amérique nationaliste blanche, Barack Obama est un être humain unique et a été un président unique. D'un tempérament à certains égards peu fait pour une fonction exigeant un affrontement quasi quotidien avec ses opposants au Congrès, ainsi que des consultations continues avec les membres de son propre parti, le président Obama s'est conduit avec une dignité et une retenue que l'on a pu prendre pour de la hauteur. Bien qu'il ait fait preuve d'une générosité étonnante dans sa recherche de compromis avec une opposition dont la fureur de voir un Noir élu à la présidence ne s'est jamais démentie, il est manifeste qu'en dépit de ses vertus, de son idéalisme, les comportements résolument clivants de notre époque lui ont interdit de réaliser pleinement sa mission politique. Le style prédominant d'Obama est le « sang-froid », la retenue sous pression, un refus de céder aux tactiques d'incitation à la haine raciale de ses adversaires. Le monde peut à juste titre éprouver étonnement, mépris, dérision et inquiétude devant l'élection de son successeur – un démagogue nationaliste blanc d'une incompétence sans précédent, élu par une minorité d'électeurs grâce à un système archaïque de « collège électoral » –, il n'en reste pas moins que le peuple américain a été assez sage, et assez heureux, pour élire une personne de la qualité de Barack Obama. Il nous manquera. Immensément. Recueilli par Sabine Audrerie, traduit par Claude Seban



21 mars 2016

Le président Obama lors d'une réunion avec des entrepreneurs, à La Havane (Cuba).
Carlos Barria/Reuters

en quelques mots

« Yes we can. »

Le slogan choisi pour la campagne de Barack Obama en 2008 est indissociable de sa présidence. Il a eu deux significations : celui d'une Amérique qui veut en finir avec les années Bush et celui d'une communauté afro-américaine qui voit pour la première fois un président métis s'installer à la Maison-Blanche.

« L'audace d'espérer. »

Cette formule, scandée tout au long des mandats d'Obama, est aussi celle qui a permis de le faire connaître en 2004 à la convention du Parti démocrate, alors qu'il était encore sénateur. « L'espoir face aux difficultés, l'espoir face à l'incertitude, avait-il martelé. L'audace d'espérer est le plus grand don que Dieu nous a donné. » Un espoir qu'il continuait de professer à la veille de la dernière élection présidentielle. « Je parle que demain, vous rejetterez la peur, et choisirez l'espoir. »

« L'Amérique que j'aime. »

L'Amérique qui se dessine dans les discours de Barack Obama est celle qui aurait assumé ses divergences politiques et assimilé ses différentes communautés. « Il n'y a pas d'Amérique blanche, ou d'Amérique noire, d'Amérique asiatique ou latino. Mais les États-Unis d'Amérique. » Un pays tolérant, le seul dans lequel un jeune homme au prénom africain puisse aller aussi loin, selon Barack Obama.

Sur la scène internationale, les limites de la retenue

— Volonté contrariée de désengagement au Moyen-Orient et rééquilibrage vers l'Asie, Barack Obama a redéfini les priorités de la politique étrangère américaine.

« L'inaction déchire notre conscience et peut conduire ensuite à une intervention plus coûteuse », affirmait Barack Obama, le 10 décembre 2009, dans son discours d'acceptation du prix Nobel de la paix, moins d'un an après son arrivée à la Maison-Blanche. Sept ans après, ceux qui critiquent son action fustigent sa passivité dans le conflit syrien. Sa volte-face du 30 août 2013, quand il décide de solliciter un vote du Congrès, au lendemain du rejet par le Parlement britannique d'une intervention militaire, aurait, selon eux, sapé la crédibilité internationale de l'Amérique et laissé le champ libre à la Russie et à l'Iran. Barack Obama, lui, continue de penser qu'il a eu raison de ne pas tomber dans le piège d'une nouvelle guerre. Les frappes aériennes n'auraient pas éliminé l'arsenal chimique syrien. Et un soutien accru aux rebelles n'aurait pas changé l'équation sur le terrain, en l'absence d'un engagement massif de troupes américaines au sol.

Barack Obama, premier enfant du Pacifique à devenir président, né et élevé à Hawaï et pendant quatre ans en Indonésie, a concentré son attention sur l'Asie-Pacifique, cette vaste zone où se jouent l'avenir économique

des États-Unis et leur place de *primus inter pares* (premier parmi les pairs), face au grand rival chinois. Après l'échec d'une phase initiale d'ouverture vers la Chine, le « pivot », rebaptisé plus tard « rééquilibrage », a eu pour objectif de freiner la montée en puissance chinoise et de renforcer la présence américaine pour continuer à peser dans la définition des règles du jeu commercial et sécuritaire. Washington a intensifié sa coopé-

Sa prudence a souvent été perçue comme de la faiblesse.

ration militaire avec le Japon et ses liens avec le Vietnam, normalisé ses relations avec la Birmanie, forgé un partenariat stratégique avec l'Inde et négocié un accord de libre-échange, le « partenariat transpacifique » (TPP).

Aux yeux de Barack Obama, le Moyen-Orient n'est plus une région primordiale pour les intérêts américains. La montée en puissance de Daech, l'incapacité des alliés régionaux à éliminer cette menace et à régler eux-mêmes les crises, ont contrarié sa volonté de désengagement pour réduire la « sur-extension » de la puissance américaine, érodée par des guerres sans fin en Irak et en Afghanistan. Les États-Unis sont intervenus, mais de manière limitée, en privilégiant le recours à l'arme aérienne, aux forces spéciales et aux drones, en appui

des forces locales, ou indirectement, à travers un soutien à des pays alliés assumant la plus grande partie du fardeau.

Après son discours du Caire en 2009 et l'espoir d'une avancée dans le dossier israélo-palestinien, Barack Obama, confronté à l'échec du printemps arabe, aux défis de la gouvernance et de la réforme de l'islam, ainsi qu'au « tribalisme » des leaders, a adopté une vision plus humble et fataliste de la capacité des États-Unis à régler les conflits. Face aux agressions de la Russie en Crimée et dans l'est de l'Ukraine, il a évité la surenchère, préférant soutenir les Européens en première ligne dans la négociation des accords de Minsk.

Le président cérébral se voulait réfléchi. Sa prudence a souvent été perçue comme de la faiblesse. « Il a manqué de détermination et de leadership quand il fallait prendre des risques », affirme Ian Bremmer, président de l'Eurasia Group. C'est pourtant le même homme, reconnu pour son intellect, son élégance courtoise et sa curiosité, qui a autorisé le raid contre Oussama Ben Laden au Pakistan, négocié un accord sur le nucléaire avec l'Iran, contre la volonté d'un congrès viscéralement anti-iranien, et renversé un siècle de consensus bipartite pour normaliser les relations avec Cuba. Son administration a géré avec succès une campagne pour stopper l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest et il a su s'entendre avec la Chine pour permettre l'accord de Paris sur le climat.

François d'Alançon

Croire. À l'occasion de la Journée mondiale du migrant et du réfugié, reportage auprès de prêtres soucieux de la cohésion des fidèles dans leurs paroisses métissées.

Les paroisses multiculturelles à la recherche de l'unité

Une douzaine de femmes d'origine africaine, le visage enturbanné et vêtues de pagne, se frayent un chemin dans les allées bondées. Arrivées au pied de l'autel, la procession dansante s'arrête pour déposer, dans les mains des quatre prêtres officiant ce dimanche 8 janvier, des paniers de fruits. Comme chaque année, ce cortège bigarré s'est porté volontaire pour participer à l'animation de « la messe de tous les peuples », organisée par la paroisse de Notre-Dame de Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines). « C'est une messe ordinaire de l'Épiphanie, explique le P. Jean-Floscel Abomo Essindi, prêtre d'origine camerounaise qui organise la cérémonie, mais enrichie par les couleurs culturelles et linguistiques de cousins d'autres origines. »

De l'offertoire à l'envoi, les prières et les chants sont scandés en vietnamien, en béninois, en portugais, et l'assemblée métissée danse et claque des doigts. « Cette tradition, héritée de mon prédécesseur, est intelligente parce qu'elle a su exploiter la réalité d'une paroisse qui vit harmonieusement son multiculturalisme. Elle est l'occasion de mettre en exergue des communautés déjà bien intégrées, à tous les niveaux, dans la vie pastorale », poursuit le P. Jean-Floscel.

Participation à la chorale, au groupe de prière Hosanna, « invitation des prêtres à dîner pour mieux se connaître »... Pendant son homélie, le P. Bruno L'Hiron-



À la messe des peuples à Notre-Dame de Beauregard, dimanche dernier. Guillaume Poli/Ciric pour La Croix

del, curé de la paroisse, multiplie les propositions de rencontre afin que chacun des membres de ces différentes communautés gravisse « une marche supplémentaire » pour prendre leur place au sein de la communauté paroissiale.

Parce que si louables soient-ils, ces grands rassemblements ne doivent pas être érigés, dans des diocèses où l'intégration se révèle plus laborieuse, en symbole d'une unité « de façade » et occasionnelle. « Quand ils ont lieu une ou deux fois dans l'année pour

dire au monde : "Regardez comme les couleurs de la paroisse sont belles", sans un travail de fond pour garantir derrière la cohésion de l'assemblée, ils peuvent même être plutôt tristes », estime le P. Olivier Ségui. Nommé à Cergy, dans le Val-d'Oise, de 2008 à 2014 au titre des Fraternités missionnaires pour la ville, ce dernier raconte avoir vécu pendant ces six années une « expérience extraordinaire, très porteuse », dans l'esprit d'une « ecclésiastie à ciel ouvert ». Le territoire où il officie,

immense, compte alors six clochers et 60 000 habitants. À l'église Sainte-Marie-des-Peuples, construite dans les années 1980, plus de 85 % de l'assistance est d'origine africaine. Comment gérer cette diversité ? Comment faire prier un tamoul avec un vietnamien ? Passé un premier vertige, le P. Ségui confie avoir alors compris « que le point d'équilibre entre cette multitude est fragile, et que, si beau et si vital soit-il pour l'Église, il demeure un combat et requiert une attention de tous les jours ».

Il nécessite, par exemple, de tempérer des petites frustrations qui, si elles s'accumulent, peuvent mener à la désertion de certains fidèles mécontents. « Quand la chorale africaine anime une messe, certains paroissiens viennent me voir ensuite en me disant "c'est super, la spiritualité africaine nous transcende, elle nous dynamise!", mais d'autres - minoritaires - peuvent aussi râler parce que la célébration est plus longue », cite par exemple le P. Régis Charre, curé de la commune de Vénissieux (Rhône), qui englobe le populaire quartier des Minguettes. À Cergy, le P. Ségui, désormais vicaire à Saint-Pierre-de-Montrouge, dans le 14^e arrondissement à Paris, a été aussi contraint de poser des limites aux demandes de ses paroissiens. « Certains voulaient apporter leur statue de la Vierge dans un clocher du XII^e siècle... Il faut aussi veiller à ce que les gens comprennent l'intelligence des lieux dans lesquels ils vivent leur foi, et ne les dénature pas. » Sans quoi, insiste-t-il, les églises risquent de devenir « des supermarchés de la piété ».

Pour maintenir un juste équilibre, tous prônent le dialogue et l'écoute. À Cergy, une « commission des migrants » a été mise en place « pour inscrire la diversité à l'intérieur de l'organigramme paroissial ». Des représentants de chaque communauté y défendent leur spécificité. Dans le diocèse d'Évry (Essonne), une pastorale des peuples, issue de l'ancien conseil de l'immigration créé à la demande du ●●●

« Cette célébration est l'occasion de mettre en exergue des communautés déjà bien intégrées, à tous les niveaux, dans la vie pastorale. »

P. Jean-Floscel, paroisse Notre-Dame de Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines)

●●● synode de 1990, fonctionne de la même manière.

À Corbeil-Essonnes, le P. Emmanuel Bidzogo a participé, outre les messes des peuples pour lesquelles il officie, à plusieurs de ces missions. « Nous insistons, lors de ces rencontres, sur l'accueil, sur la fraternité que nous pouvons vivre ensemble, et veillons à écarter les risques de communautarisme, en tranchant dans le sens de toujours faire Église », explique-t-il.

Plusieurs prêtres confient s'inspirer de la figure d'Abraham, « père de multiples nations ».

L'occasion, aussi, de répartir alors le calendrier de l'animation des messes entre les différentes nationalités. Ainsi, chaque dimanche, à 9 h 30, c'est au tour des Portugais de se rassembler dans l'imposante travée de la cathédrale Saint-Spire de Corbeil-Essonnes. « Nous sommes environ 200 à chaque fois », se réjouit Armindo Conde, qui a supervisé pendant six ans l'animation de ces temps de prière.

Dans cette mission parfois difficile mais que tous jugent « très enrichissante », les prêtres puisent aussi leurs mots et leur force dans l'Ancien Testament ou dans l'Évangile. Plusieurs confient s'inspirer de la figure d'Abraham, « père de multiples nations ». D'autres expliquent, pendant leurs homélies, toute la symbolique de la première lettre de saint Paul aux Corinthiens (1) : « Le corps ne fait qu'un, il a pourtant plusieurs membres ; et tous les membres, malgré leur nombre, ne forment qu'un seul corps. (...) Dans le corps, Dieu a disposé les différents membres comme il l'a voulu. (...) S'il n'y avait en tout qu'un seul membre, comment cela ferait-il un corps ? »

Malo Tresca

(1) 1 Co 12, 12-18

entretien

« Les Antillais se sentent investis de la mission de rassembler »

Mgr David Macaire

Archevêque de Saint-Pierre et Fort-de-France (Martinique)

La spiritualité antillaise enrichit celle des fidèles de la métropole estime Mgr Macaire.

Y a-t-il de grandes différences entre les cultures ecclésiales antillaise et métropolitaine ?

Mgr David Macaire : Il y a, avant tout, de très nombreuses ressemblances : la culture liturgique martiniquaise est imprégnée de la liturgie métropolitaine. Et c'est justement cette profonde similitude qui fait aussi ressortir quelques différences. Le désir de participer à une liturgie très communautaire, voire familiale, est davantage marqué aux Antilles. Cela transparait dans de petits signes : lorsque le prêtre dit, au cours de la messe par exemple, « Que le Seigneur soit avec vous », toute l'assemblée répond un « Amen » très fort.

En Martinique, les croyants utilisent aussi beaucoup plus leur corps pour prier. Ils dansent pour accompagner les chants, toujours animés par l'une des très nombreuses chorales de l'île. Tout cela participe à rendre la liturgie plus expressive, et à véhiculer, en métropole, l'image d'une communauté chrétienne très soudée.

Comment la spiritualité antillaise enrichit-elle celle de la France métropolitaine ?

Mgr D. M. : Je crois que les Antillais, sans même qu'ils s'en rendent parfois compte, sont in-



Sortie de messe festive, ce dimanche-là, à Notre-Dame de Beauregard. Guillaume Poli/Ciric pour La Croix

vestis d'une vraie mission d'unification et de pacification dans les communautés paroissiales métropolitaines. J'ai pu souvent le vérifier au cours de mes années passées dans l'Hexagone. Parce qu'ils peuvent trouver certaines choses plus relatives – par exemple la longueur de la messe – et qu'ils apportent la piété, ils font souvent le lien entre les catholiques traditionnels et ceux plus « modernes ».

En étant un peu considérés comme des « migrants », sans l'être vraiment et tout en ne souhaitant pas être étiquetés comme tels, ils font aussi l'unanimité auprès des fidèles originaires de divers pays étrangers, parce que leur histoire est profondément liée à l'immigration. De ce fait, les Antillais ont quelque chose, dans leurs gènes spirituels comme physiques, qui crée l'unité. Celui qui se rend en métropole, s'il est conscient de cette mission de ras-

sembler, trouvera facilement sa place dans une paroisse.

Quel regard est porté sur les messes de métropole ?

Mgr D. M. : Les messes de métropole peuvent nous paraître tristes, selon notre canon antillais, parce que nous n'avons pas les mêmes codes. Mais les fidèles antillais découvrent de nombreuses richesses dans l'Église de la métropole. Ils sont même parfois tellement heureux et bien intégrés dans leurs paroisses « d'adoption » qu'ils la préfèrent à leur église martiniquaise !

Quant à la composition des assemblées paroissiales, les Antillais peuvent être un peu désarçonnés par cette scission, inexistante en Martinique, entre des catholiques très traditionnels et d'autres qui le sont moins. S'ils peuvent être divisés pour d'autres raisons, ils ne se distinguent pas en de telles catégories.

Recueilli par Malo Tresca

repères

Ces gestes propres aux communautés

Chez les Tamouls.

Originaires du sud de l'Inde et de Pondichéry, les fidèles tamouls font un geste plus marqué au moment de l'offrande. Ils s'inclinent, d'une manière à la fois méditative et dansante, pour déposer au pied de l'autel le fruit de la quête.

Chez les Asiatiques.

Au moment du geste de la paix, les chrétiens ne s'embrassent pas ou n'échangent pas de poignée de main, mais se saluent les deux mains jointes.

Chez les Africains.

Au moment de l'offertoire, une femme agite en l'air, devant l'autel, un « chasse-mouches » – une sorte de bâton qui se termine par une véritable queue de bœuf séchée – pour louer Dieu.

Les femmes sont vêtues de pagnes traditionnels – des kitas – et recouvrent leur tête d'un foulard, le moussrô.

Chez les Portugais.

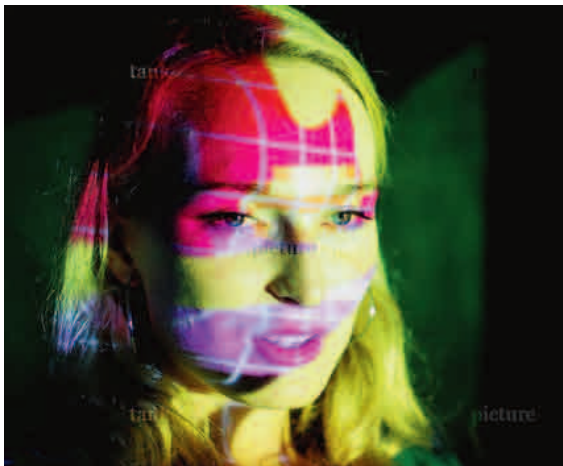
Les croyants enrichissent la liturgie par leur goût de la fête et leur sens de la famille, qu'ils placent au cœur de leur foi. Leurs messes sont très chantantes.

Chez les Libanais.

Juste après l'oraison du début et le Gloria, les fidèles maronites récitent la prière du Pardon, le Houssoyo, qui compte deux parties : le Proémion, une prière de glorification, et le Sedro, qui se caractérise par la commémoration de l'économie du Salut et de la demande du pardon selon l'occasion liturgique. Ils se donnent la paix du Christ en joignant leurs deux mains et en les tendant vers leurs voisins.

Sciences & éthique

VERS UN POST-HUMAIN ? (1/4) Certains voient dans les progrès de la science la possibilité de transformer l'homme, en transcendant ses limites biologiques. Le cahier Sciences & éthique propose durant quatre semaines d'explorer ce mouvement



Images réalisées par Julie Guichès, en collaboration avec Boris Edelstein.



ENTRETIEN JEAN-MICHEL BESNIER, professeur de philosophie à l'université Paris Sorbonne (1)

« Pour les transhumanistes, seules les technologies peuvent sauver l'humanité »

Qu'appelle-t-on, précisément, le « transhumanisme » ? **Jean-Michel Besnier** : Il s'agit d'un mouvement visant à améliorer l'homme, à « l'augmenter », grâce à la puissance des sciences et des techniques. Les transhumanistes ont ainsi l'ambition de transcender les limites biologiques de l'être humain, d'en finir avec la maladie, la souffrance, le hasard de la naissance – qui fait courir des risques ! –, mais aussi le vieillissement et la mort. En disant cela, on n'est pas dans le pur fantasme puisque des équipes de recherches travaillent aujourd'hui dans ce sens, avec des financements consi-

dérables. Je pense par exemple au projet Calico (qui vise à repousser les limites de l'espérance de vie, NDLR), soutenu par Google. La conviction des transhumanistes est que les technologies vont sauver l'humanité, les plus radicaux souhaitant même l'émergence d'une espèce nouvelle.

Qui sont aujourd'hui ces techno-prophètes ?

J.-M. B. : Ils appartiennent à des courants variés, sans véritable cohésion ni doctrine commune, du plus soft au plus extrême. Chez les plus sages, si je puis dire, on peut citer l'Association transhumaniste mondiale fondée en 1998 par un Suédois, Nick Bostrom, devenue Humanity +. Ou, dans son sillage, l'Association française transhuma-

niste Technoprog de Marc Roux. Leur ambition est d'accroître les capacités de l'homme, mais pour mieux servir sa cause et répondre à ses aspirations élémentaires comme, par exemple, allonger le plus possible la vie en bonne santé. D'autres mouvements sont beaucoup plus radicaux : je pense par exemple aux Extropiens de Max More, qui font le pari de pouvoir inverser l'entropie, le deuxième principe de la thermodynamique, qui conduit l'univers à sa dégradation. Et de faire éclore une espèce débarrassée des atteintes du temps... L'émergence d'une nouvelle espèce est aussi au cœur des projections de l'Université de la singularité, aux États-Unis, et de son mentor Ray Kurzweil, qui promet, d'ici à 2045, l'avènement d'une intelligence artificielle surpassant très largement

la nôtre. On peut se gausser de ce genre de prédictions mais je rappelle tout de même que Ray Kurzweil a été conseiller spécial d'Obama...

Comment expliquer que ces courants trouvent un écho important dans nos sociétés ?

J.-M. B. : J'y vois deux raisons principales. La première, c'est que leurs credo sont en phase avec ceux des pouvoirs économiques et politiques. Selon ces derniers, la prospérité économique passe par l'innovation technologique, qu'il faut encourager au maximum. C'est pourquoi l'Union européenne a récemment lancé le programme de recherche et d'innovation « Horizon 2020 » (doté de 79 milliards d'euros, NDLR). Citons aussi, bien sûr, le rapport NBIC qui, dès 2002, faisait



DIBBERG/COUPY/SIGNATURES

le point de l'état d'avancement des quatre technologies les plus prometteuses, les nanotechnologies, les biotechnologies, l'informatique et les sciences cognitives. La seconde raison – c'est du moins mon hypothèse – est d'ordre spirituel. Après les barbaries du XX^e siècle, l'homme ne s'aime plus. L'humanité semble traverser une profonde dépression marquée par cette mésestime de soi, dans laquelle l'attachement aux machines trouve sa source. Pour le dire autrement : puisque l'homme est si faillible, puisque sa volonté conduit au pire, pourquoi ne pas s'en remettre aux machines et travailler à l'émergence d'une nouvelle humanité ? À travers ces courants, l'homme paraît jouer son va-tout. ●●●

(Lire la suite page 14.)



Image extraite de la série L'Herbier (2008-2011) de Laurent Millet, prix Nadar et prix Niépce, auteur du livre *Les Enfantillages pittoresques* (Filigranes, 2014). Ce plasticien atypique mêle planches anatomiques et croquis botaniques en des autoportraits où sont greffés ensemble corps et plantes symbolisant cette osmose spirituelle entre l'artiste et la création (Lire La Croix du 7 octobre 2014).

► « Pour les transhumanistes, seules les technologies peuvent sauver l'humanité » (Suite de la page 13.)

●●● Faut-il avoir peur du mouvement transhumaniste ?

J.-M. B. : Du mouvement lui-même, non. En revanche, on peut s'inquiéter de l'accélération extraordinaire du progrès technique et du pouvoir de machines que les transhumanistes adulent. De fait, les machines sont de plus en plus autonomes, elles prennent des initiatives, nous imposent des formats et l'on peut craindre une forme de dépossession. Il n'est pas anodin que trois personnalités de renom, entre autres, se soient récemment inquiétées des menaces que l'intelligence artificielle fait peser sur l'espèce humaine : il s'agit du physicien Stephen Hawking, du fondateur de Microsoft, Bill Gates, et de l'ingénieur Elon Musk. On parle de gens qui ont fait de l'intelligence artificielle le centre de leur vie et de leurs travaux et qui, aujourd'hui, alertent eux-mêmes sur les dangers courus.

Si l'on vous suit, les transhumanistes, eux, ne voient pas de problème dans cette dépossession ?

J.-M. B. : Non, mais leur fascination repose, à mon sens, sur une vision très naïve de l'épanouissement humain. Prenons la question de l'immortalité. Les transhumanistes espèrent à terme « tuer la mort ». Des recherches sont actuellement menées pour comprendre et enrayer les processus de vieillissement des cellules. Peut-être parviendra-t-on à repousser extrêmement loin la longévité humaine, voire à rendre l'homme immortel. Certains, dans leurs hypothèses les plus folles, imaginent même pouvoir un jour télécharger la conscience! Reste que, en elle-même, cette quête pose question. Les Grecs nous ont appris que la mort est le privilège de l'homme (les Dieux sont immortels et les animaux aussi, puisque l'animalité ne se réfère qu'à l'espèce qui perdure). Et de fait, tout ce que l'homme fait de grandiose tient toujours à cet affaïement avec la mort, l'art, la culture, le langage... À l'inverse, les technologies lissent, simplifient et nous détournent du symbolique.

Oui, et de l'altérité aussi...

J.-M. B. : Effectivement. Car éliminer les failles de l'homme, le rendre « parfait », c'est aussi en faire un être solitaire, qui se suffit à lui-même. Comme le disait l'écrivain Georges

Bataille, nous ne communiquons jamais que par nos blessures... Il faut être blessé, ouvert, pour aller vers l'autre. À cet égard, il est intéressant de se tourner vers l'imaginaire proposé par la science-fiction. L'être humain dépeint dans deux ou trois mille ans est un être solitaire qui, certes, évolue dans une foule bigarrée mais tout en restant profondément seul. De même, il est intéressant de lire Michel Houellebecq, avec ses anti-héros habités par un ennui mortifère, zombifiés par les technologies, notamment dans son livre *La Possibilité d'une île*.

Peut-on résister à la tentation transhumaniste ?

J.-M. B. : Certains mouvements nous montrent la voie – je pense au réseau québécois pour la simplicité volontaire –, qui savent mêler une certaine sobriété à l'utilisation des technologies à des fins de convivialité. Bien sûr, ce n'est pas simple de renoncer aux promesses de la science... D'autant que les innovations répondent à une puissante logique de marché et que nous nous accoutumons très vite aux nouvelles technologies, qui créent une dépendance. Pour autant, j'en suis convaincu, la fuite en avant technologique n'est pas une fatalité, d'autres chemins existent. On peut très bien imaginer, par exemple, que la société civile ait son mot à dire dans le choix des programmes de recherche – comme cela a pu être le cas à l'Inra, l'Institut national de la recherche agronomique. En outre, je suis frappé des progrès de la réflexion éthique dans nos sociétés. Il suffit d'assister à une conférence citoyenne sur ces sujets pour constater l'intérêt et la clairvoyance des gens... Tout l'enjeu, au final, est de s'attacher à réconcilier l'humanité avec elle-même.

RECUEILLI PAR MARINE LAUMOUREUX

(1) Dernier ouvrage paru : *Un cerveau très promoteur*, avec Francis Brunelle et Florence Gazeau, 2015, Le Pommier, 126 p., 14 €. Parus précédemment : *Demain les posthumains. Le futur a-t-il encore besoin de nous ?*, Fayard, 2010, 216 p., 18,30 € et *L'Homme simplifié*, Fayard, 2012, 208 p., 18 €. À écouter : *Le post-humanisme. Que serons-nous demain ?*, De vive voix, 9,90 €.

SUR WWW.LA-CROIX.COM
Retrouvez l'interview en vidéo de Jean-Michel Besnier

REPÈRES

LE TRANSHUMANISME VU PAR SES PROMOTEURS

● Dans *Principes extrapiens 3.0*, rédigés en 2003, le Britannique Max More, fondateur de l'extropianisme, écrit : « Les transhumanistes étendent l'humanisme en mettant en question les limites humaines par les moyens de la science et de la technologie, combinés avec la pensée critique et créative. Nous mettons en question le caractère inévitable du vieillissement et de la mort, nous cherchons à améliorer progressivement nos capacités

intellectuelles et physiques, et à nous développer émotionnellement. (...) Nous n'acceptons pas les aspects indésirables de la condition humaine. (...) Nous défendons l'utilisation de la science et de la technologie pour éradiquer les contraintes pesant sur la durée de vie, l'intelligence, la vitalité personnelle et la liberté. »

● Zoltan Istvan, candidat du Parti transhumaniste à l'élection présidentielle américaine de 2016, présente ainsi son programme pour *La Croix* : « Il vise à repousser les limites biologiques de l'homme grâce à la science. Il ne s'agit pas de vivre une vie éternelle, mais 500 ou 1000 ans. Chacun pourra décider s'il veut mourir,

comment et quand. Comme nous allons fusionner avec des machines, il sera possible de les programmer pour éviter une éventuelle dépression liée à ces nouvelles vies. (...) Je pense que la technologie rend le monde plus démocratique. On l'a vu à travers les réseaux sociaux. Elle nous permet, dans des proportions jamais atteintes, de nous connecter les uns aux autres, prévenant ainsi la criminalité comme l'autoritarisme. À l'instar d'Internet, le transhumanisme va concourir à la création de nombreux emplois, être à l'origine de nouvelles possibilités économiques, et créer de nombreux milliardaires. »

● Sur son site Internet, l'Association française transhumaniste Technopro se présente ainsi : « L'association (...) interpelle la société sur les questionnements relatifs aux mutations actuelles de la condition biologique et sociale de l'humain. Son objectif est d'améliorer cette condition, notamment en allongeant radicalement la durée de vie en bonne santé. Elle cherche à promouvoir les technologies qui permettent ces transformations tout en prônant une préservation des équilibres environnementaux, une attention aux risques sanitaires, le tout dans un souci de justice sociale. »

REPORTAGE Nourrie d'une culture flattant le goût du risque et l'individualisme, San Francisco est une terre propice à ceux qui rêvent de connecter le cerveau et la machine. Sans s'embarrasser de question éthique

Le transhumanisme s'épanouit dans la Silicon Valley

SAN FRANCISCO
De notre envoyé spécial

« **A** lors, vous voyez quelque chose ? » Mary, qui tient à la main un pot de fleur, vient d'appuyer sur l'interrupteur. La pièce se trouve plongée dans l'obscurité totale. Mais après quelques minutes, l'œil commence à localiser la plante, légèrement phosphorescente. « On distingue bien les feuilles, se réjouit la jeune femme. C'est encore insuffisant, bien sûr. Mais l'an prochain, nos plantes lumineuses seront prêtes, et nous enverrons nos graines aux 100 000 clients qui ont déjà passé commande. »

Glowing Plant, la start-up où travaille Mary, a mis au point un procédé révolutionnaire, bombardant les feuilles d'un ADN produit en laboratoire, en s'inspirant des gènes des lucioles. L'ADN est assimilé par la plante, les graines qu'elle donne sont replantées, et la génération suivante subit le même traitement, assurant à chaque étape une illumination plus intense. « Notre but, c'est de montrer que les organismes génétiquement modifiés, malgré Monsanto, c'est cool, c'est fun, poursuit Mary. Et ce n'est qu'un début. Nous commençons à demander aux gens ce qu'ils aimeraient. Des plantes aux parfums spéciaux, par exemple, pour remplacer nos désodorisants synthétiques, mauvais pour la santé ? »

Si Glowing Plant est à deux doigts d'aboutir, elle le doit au soutien de milliers de contributeurs anonymes, mais aussi à celui, décisif, de la Singularity University, co-fondée en 2008 par Raymond Kurzweil, le gourou du transhumanisme. Cet inventeur est convaincu que les nouvelles technologies sont sur le point de régler tous nos problèmes. À condition de ne pas jouer petit bras à l'approche de la victoire. Il faut donc expérimenter, tous azimuts et sans tabous.

À cette condition, disent Raymond Kurzweil et ses amis transhumanistes, un avenir radieux nous est promis. « Nous pensons que vieillir était un phénomène naturel. Or ce n'est qu'un problème, qui pourra lui aussi être résolu par les technologies, assure Hank Pellissier, qui dirige à Oakland l'Institute for Ethics and Emerging Technologies, un centre de recherche transhumaniste. Grâce aux progrès technologiques, nous pourrions vivre indéfiniment. Non seulement nous sommes convaincus que la technologie provoquera rapidement des changements radicaux dans la condition humaine, mais nous sommes prêts à nous y consacrer pleinement. »

La preuve ? Hank et une dizaine de ses collègues viennent d'entreprendre des tests en vue de remplacer leur thymus, une glande dont l'efficacité dans la défense du système immunitaire décline avec le temps. En conformité avec le texte fondateur, la Déclaration transhumaniste, qui stipule que « les transhumanistes prônent le droit moral de ceux qui le désirent de

se servir de la technologie pour accroître leurs capacités physiques, mentales ou reproductives et d'être davantage maîtres de leur propre vie ».

Si cette vision, spectaculaire et radicale, a de quoi frapper les esprits, elle n'est partagée que par un petit nombre d'individus. Quand Hank Pellissier organise des conférences sur le sujet à San Francisco, il n'accueille, selon les thèmes abordés, qu'entre 50 et 200 curieux.

Mais c'est sans compter sur les « compagnons de route ». Comme Sonia Arrison qui, à 40 ans, n'a aucune envie de livrer son corps à des expérimentations. À ce titre, elle ne se considère pas comme « transhumaniste ». Mais elle soutient le mouvement. Elle a d'ailleurs participé à la fondation de la Singularity University, qui propose des formations de haut niveau, et prend souvent la parole à l'occasion de forums. Si elle n'est pas scientifique de formation, cette Canadienne, qui a débuté dans l'analyse politique, s'est prise de passion pour l'univers du possible qu'ouvrent les nouvelles technologies.

À commencer par l'allongement de la durée de vie. Elle a d'ailleurs consacré un livre à la question en 2013, s'efforçant de démonter tous les arguments de ceux qui ne voient pas d'un bon œil une amorce de vie éternelle. En préface, Peter Thiel, investisseur milliardaire de la Silicon Valley, annonçait d'ailleurs l'imminence de « la mort de la mort ». Quand donc ? « Je ne veux pas faire de prévisions, car faire des prévisions, c'est faire penser aux gens que les choses vont arriver d'elles-mêmes, répond Sonia Arrison, dans son bureau de Palo Alto, à deux pas de la prestigieuse université Stanford. Ce n'est pas vrai. Ou plutôt si. Nous savions que le communisme allait tomber... mais quand ? C'est la même chose, nous savons que nous vivrons bientôt jusqu'à 150 ans. Mais quand ? Nous devons y consacrer des efforts. C'est pour ça que les transhumanistes sont importants : c'est une avant-garde qui repousse les limites que s'impose la société. »

Ce qui caractérise les transhumanistes, c'est leur confiance dans les sciences et dans l'usage que peut en faire l'homme. La Silicon Valley est

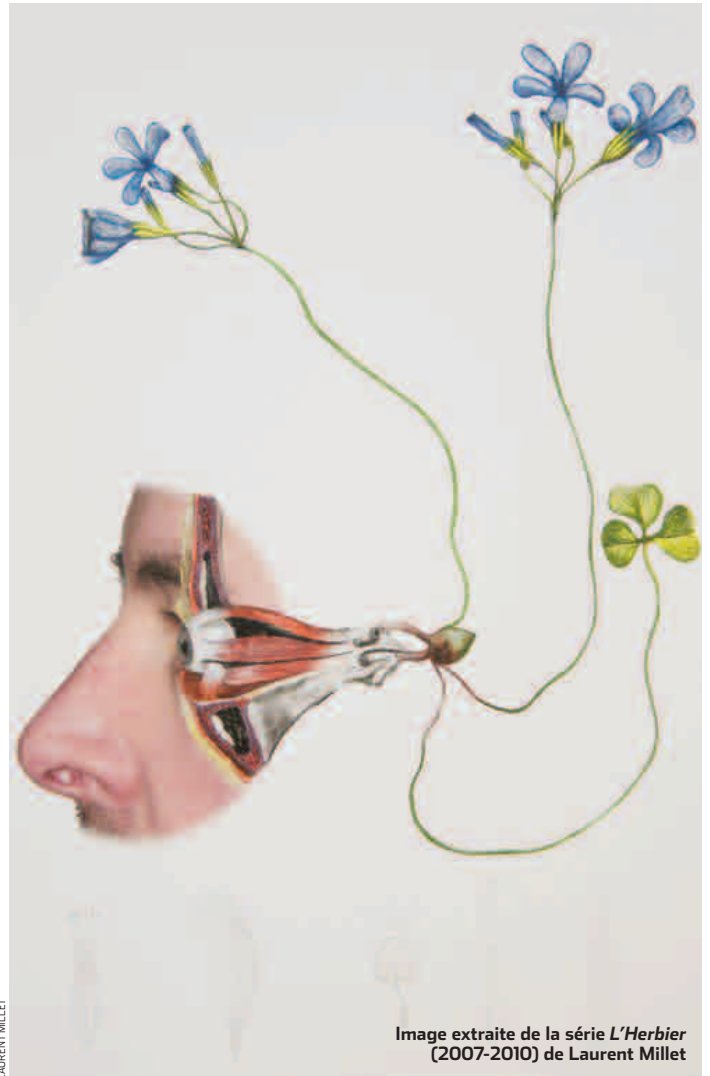


Image extraite de la série *L'Herbier* (2007-2010) de Laurent Millet

particulièrement réceptive à cette vision : le soleil et les cerveaux y sont brillants, et la baie de San Francisco baigne dans une culture éternellement optimiste, centrée sur l'individu et le goût du risque, depuis la ruée vers l'or jusqu'au boom des nouvelles technologies, en passant par les années hippies.

Il était donc écrit que Randal Koene, bien que hollandais, s'installerait un jour à San Francisco. Ce neuroscientifique travaille dans une entreprise française pionnière en matière de puces électroniques, mais il est aussi le « directeur scientifique » d'Initiative 2045, un projet pour

le moins futuriste mis sur pied par le jeune milliardaire russe Dmitry Itskov, qui promet pour 2045... l'immortalité. « L'idée est de copier le cerveau sur un support, qui s'affranchira de notre biologie », explique très sérieusement Randal Koene. Il dit travailler, au sein du premier cercle de ce projet, avec une vingtaine de scientifiques des grandes écoles des côtes Ouest et Est (Stanford, Berkeley, MIT, Harvard). S'il refuse de dévoiler les montants mis sur la table par le Russe, il précise qu'il « s'agit de sommes qui rendent les chercheurs heureux d'y travailler ».

Car ces « techno-enthousiastes » disposent d'importants relais financiers. La Singularity University, par exemple, compte pour partenaires Google, Nokia et la Nasa. « C'est pour ça qu'ils sont dangereux, et qu'il faut les prendre très au sérieux, même s'ils ne sont pas nombreux, assure Marcy Darnovsky, directrice du Center for Genetics and Society. Car ils pèsent sur le débat politique, et ils ont les moyens de vendre de belles histoires à l'opinion publique. Ce que fait Glowing Plant, par exemple, c'est irresponsable. Ce n'est ni cool ni fun. On ne joue pas avec l'ADN. »

GILLES BIASSETTE

REPÈRES

LA SINGULARITÉ, RÊVE DES TRANSHUMANISTES

- La Singularité est le mot favori des transhumanistes de la Silicon Valley. Il s'agit « d'une période future pendant laquelle le rythme de l'évolution technologique sera si rapide, son impact si profond, que la vie humaine s'en trouvera radicalement transformée », écrit Raymond Kurzweil dans un livre à succès publié aux États-Unis en 2005 au titre évocateur : *The Singularity is Near* (« La Singularité est proche »).
- Pour beaucoup, ce moment correspondra à celui qui verra l'intelligence artificielle dépasser celle de l'homme, peut-être dès 2050. Tout problème alors aura potentiellement sa solution. « La Singularité nous permettra de dépasser les limitations de nos corps et de nos cerveaux », poursuit Raymond Kurzweil. Nous serons en mesure de vivre aussi longtemps que nous le voudrons. »

SUR WWW.LA-CROIX.COM

Retrouvez en infographie les organisations transhumanistes dans le monde



Selon le futurologue américain Ray Kurzweil, le but du transhumanisme «est de parvenir à la disparition du corps, en remplaçant peu à peu le biologique par du cybernétique».

Comment le transhumanisme percute la foi chrétienne

Création, résurrection, salut et finitude... Les théories transhumanistes obligent à repenser d'importants fondements de la foi et de l'anthropologie chrétienne.

Le transhumanisme est-il compatible avec la conception de l'homme développée par le christianisme ? Il y a quelques mois encore, la question paraissait saugrenue. La moraliste Marie-Jo Thiel, auteur de *La Santé augmentée, réaliste ou totalitaire?* (1), un livre publié l'an dernier, a eu l'occasion d'en faire le constat. «Lorsqu'il est paru, mes étudiants, apprentis théologiens et futurs moralistes, ne voyaient pas vraiment ce dont il était question», se souvient-elle. Longtemps, les théologiens n'ont pas pris au sérieux ces théories futuristes, et rares sont ceux à s'être penchés sur la question : «Beaucoup pensaient que c'était de la pure science-fiction. Ce n'est plus le cas. Avec les fonds consacrés à ces recherches, on ne peut plus s'en désintéresser», poursuit la théologienne. À aucun endroit du Magistère, les textes de l'Église catholique ne parlent d'ailleurs d'«homme augmenté». Tout juste les quelques théologiens qui travaillent sur ce sujet mentionnent-ils un discours de Benoît XVI, prononcé en février 2009 devant l'Académie pontificale pour la vie, dans lequel le pape émérite indique que «la génération d'un homme ne pourra jamais être réduite à une simple reproduction d'un nouvel individu de l'espèce humaine, comme cela se produit avec n'importe quel animal».

De fait, le travail théologique sur la question en est à ses balbutiements, mais il existe. Les enjeux sont énormes. «Les théories trans-

humanistes peuvent remettre en cause l'anthropologie chrétienne sur deux points : elles nient la finitude de la créature humaine et ignorent totalement la notion de péché. Pour ces théoriciens, le salut n'est donc en rien relié au péché. Il dépend au contraire de l'homme seul», insiste le théologien protestant Denis Müller. Il redoute que le transhumanisme, qui repose à la fois sur «un mélange assez hétéroclite d'esotérisme religieux et de scientisme laïc» débouche sur une «certaine négation de la création,

« Si demain, on me greffe un cœur, une vessie, une prostate, une cornée artificiels, s'agira-t-il toujours de réparation ? Ou aura-t-on basculé dans l'augmentation ? »

c'est-à-dire de la finitude de l'homme créé ». «Le transhumanisme percute à la fois l'incarnation, la grâce et la résurrection, soit trois fondamentaux de la foi chrétienne», développe pour sa part Jean-Guilhem Xerri, biologiste chargé par l'épiscopat français, en 2013, d'une réflexion sur le sujet (1). «Si l'on écoute Ray Kurzweil, l'un des futurologues américains les plus en vue, le but de sa réflexion est de parvenir à la disparition du corps, en remplaçant peu à peu le biologique par du cybernétique», poursuit-il. Mais au-delà de la question du remplacement du corps, ces théories re-

mettent en cause l'idée même de grâce, puisque le salut ne relève plus du divin mais du technologique.

Est-il impossible de trouver un terrain d'entente entre anthropologie chrétienne et transhumanisme ? «La question de la trans-formation humaine est éminemment chrétienne. C'est bien saint Paul qui parle de revêtir l'homme nouveau ! Mais dans la perspective chrétienne, l'agent de transformation est l'Esprit Saint accueilli par ma liberté profonde... Ce qui n'est pas le cas lorsque

l'on m'impose une technologie », relève Jean-Guilhem Xerri. «S'il s'agit de promouvoir les progrès de la médecine pour soulager la souffrance, c'est un noble objectif, ajoute Frédéric Rognon, professeur de philosophie à la faculté de théologie protestante de Strasbourg. Mais le transhumanisme va plus loin en poussant l'homme à devenir son propre Dieu.»

Le philosophe protestant établit aussi une différence entre souffrance et vulnérabilité, également remise en cause par les théoriciens transhumanistes. «La vulnérabilité est constitutive de l'homme.

C'est grâce à elle que nous nous heurtons aux autres, que nous changeons, et que nous forgeons notre propre singularité. Sans vulnérabilité, non seulement je ne peux pas être un individu singulier, mais en plus, je ne peux entrer en relation avec les autres.»

À côté de cette notion de vulnérabilité, d'autres théologiens, comme le jésuite Éric Charmetant, insistent aussi sur l'«indétermination» de la nature humaine. «Vouloir introduire de la maîtrise à tous les niveaux, c'est diminuer la liberté humaine. Si ces améliorations ne permettent plus l'accueil de la vie comme un don inconditionnel des parents et de Dieu, c'est un problème.»

Certains tentent de tracer une ligne claire entre ce qui est acceptable (la réparation humaine, par exemple avec des prothèses) et ce qui ne l'est pas (son augmentation au-delà de ses capacités naturelles). «Cette ligne différencie réparation et augmentation sera bientôt fragile, renchérit Jean-Guilhem Xerri. Si demain, on me greffe un cœur, une vessie, une prostate, une cornée artificielle, s'agira-t-il toujours de réparation ? Ou aura-t-on basculé dans l'augmentation ? Où situer la limite ? «Nous sommes déjà des hommes augmentés : avec mes lunettes, je porte un prolongement qui me permet d'être plus puissant», répond Frédéric Rognon. Le seuil est dans la finalité. Si le but de ces augmentations est, ultimement, de vaincre la mort et non plus de soulager une souffrance, on peut considérer que la limite est franchie. Mais ce passage de l'un à l'autre est difficile à identifier. La zone grise est immense.»

LOUP BESMOND DE SENNEVILLE

(1) Lire la bibliographie ci-contre.

POUR ALLER PLUS LOIN

DERNIERS OUVRAGES PARUS

- ▶ *La Société de l'amélioration. La perfectibilité humaine des Lumières au transhumanisme*, Nicolas Le Dévédec, Liber, 2015, 268 p., 25 €.
- ▶ *La Tentation de l'homme-Dieu*, Bertrand Vergely, coll. «Le passeur intempestif», 2015, 144 p., 15 €.
- ▶ *La Fabrication des enfants*, François Ansermet, Odile Jacob, 2015, 247 p., 23,90 €.
- ▶ *L'Homme dévasté*, Jean-François Mattéi, Grasset, 2015, 288 p., 19 €.
- ▶ *La Tentation transhumaniste*, Franck Damour, Salvator, 2015, 158 p., 16 €.
- ▶ *La Reproduction artificielle de l'humain*, Alexis Escudero, Le monde à l'envers, 2014, 230 p., 7 €.
- ▶ *La Santé augmentée, réaliste ou totalitaire?*, Marie-Jo Thiel, Bayard, 2014, 288 p., 21 €.
- ▶ *L'homme et les technosciences*, Semaines sociales de France, 251 p., 20,00 €.
- ▶ «Homme augmenté, homme perfectible?» in *La Revue d'éthique et de théologie morale*, 2015, n° 286, 18,50 €.
- ▶ «Destinée de l'humanisme et révolution anthropologique contemporaine», in *Transversalités*, 2015, 20 €. Pour commander: transversalites@icp.fr

OUVRAGES PLUS ANCIENS

- ▶ *L'Utérus artificiel*, Henri Atlan, Seuil, 2005, 215 p., 19,30 €.
- ▶ *La Société post-mortelle*, Céline Lafontaine, Seuil, 2008, 18 €.
- ▶ *La Fin de l'homme, les conséquences de la révolution biotechnique*, Francis Fukuyama, Folio, 2004, 448 p., 9,50 €.
- ▶ *Humain : une enquête philosophique sur ces révolutions qui changent nos vies*, Monique Atlan et Roger Pol-Droit, Flammarion, 2012, 560 p., 12 €.
- ▶ *Bienvenue en transhumanie : sur l'homme de demain*, Geneviève Ferone et Jean-Didier Vincent, Grasset, 2011, 304 p., 17,75 €.
- ▶ *La Mort de la mort. Comment la technomédecine va bouleverser l'humanité*, Laurent Alexandre, JC Lattès, 2011, 425 p., 20,50 €.
- ▶ «Le transhumanisme, ou quand la science-fiction devient réalité», Jean-Guilhem Xerri, in *Document Épiscopats*, 2013, 30 p., 5 €.

ET AUSSI

- ▶ *L'Homme augmenté : néotechnologies pour un dépassement du corps et de la pensée*, Bernard Claverie, L'Harmattan, 2010, 136 p., 13 €.
- ▶ *L'Humanité augmentée : l'administration numérique du monde*, Éric Sadin, L'échappée, 2013, 190 p., 12 €.
- ▶ «L'idéologie des transhumanistes» in *Futuribles*, 2013, n° 397, 22 €.
- ▶ «L'humain est-il perfectible? Progrès, transgression et bioéthique», in *Champ psychosomatique*, novembre 2009, n° 55, 21 €.

VERS UN POST-HUMAIN?

- ▶ 10 novembre : «Naître autrement»
- ▶ 17 novembre : «Augmenter l'homme»
- ▶ 24 novembre : «Devenir immortel?»

Un colloque à Paris

L'Académie catholique de France et l'Université catholique de Lyon organisent, samedi 28 novembre, un colloque intitulé : «L'homme augmenté conduit-il au transhumanisme ?» Parmi les intervenants, le théologien Philippe Capelle-Dumont, la moraliste Marie-Jo Thiel, le philosophe Jean-Michel Besnier et Jean-François Mattéi, membre de l'Institut de France et ancien ministre de la santé.

RENS. : academiecthologiquedefrance@hotmail.fr

entretien

« François n'a pas peur de ses ennemis »

Nello Scavo

Journaliste à Avvenire

— Spécialiste du crime organisé, le journaliste italien Nello Scavo vient de publier *Les Ennemis du pape*, consacré à ceux que le pape François gêne par sa volonté de réforme de l'Église.

Dans votre livre (1), vous insistez beaucoup sur la façon dont des intérêts économiques s'opposent au pape François. Comment s'y prennent-ils ?

Nello Scavo : Aux États-Unis, on connaît bien désormais les liens entre les opposants au pape et les groupes financiers qui se sentent menacés par les critiques du pape contre le libéralisme ou sur la crise écologique : ils expliquent tous les jours que l'Église n'a pas à s'exprimer sur l'écologie, que le pape ne connaît rien à l'économie, ou que, sur Cuba, il a fait une grave erreur.

En Europe, et en France en particulier, on parle peu de ventes d'armes – l'un des secteurs économiques qui connaît le plus de succès actuellement –, contre lesquelles François est très engagé. La France est l'un des principaux exportateurs d'armes. L'Italie aussi, où on constate que les principales régions productrices d'armes sont aussi les plus réticentes à l'accueil des réfugiés. Il serait d'ailleurs intéressant de voir les liens entre l'industrie d'armement et les groupes d'Église opposés au pape.

Les « ennemis du pape » sont aussi à l'intérieur de l'Église...

N. S. : Le Synode sur la famille a montré qu'il y avait des oppositions fortes, voire des tentatives de déstabilisation. On l'a vu avec le coming out, savamment orchestré, du P. Charamsa quelques jours avant la session d'octobre 2015. Ou encore avec la « fuite » de la lettre des 13 cardinaux au pape. Ces épisodes révèlent des tentatives de sabotage du Synode. C'est également le cas quand certains soulignent que certains paragraphes du texte final ont été approuvés « d'une seule voix » : façon de dire que le pape n'aurait eu qu'une petite majorité... et d'oublier que le pape a obtenu une majorité des deux tiers.



Photo Olivier Donnars/Circ

Y a-t-il des liens entre ennemis internes et externes ?

N. S. : Il peut y avoir des liens directs, personnels, de quelques cardinaux ou représentants de la hiérarchie vaticane qui sont en rapport avec les groupes d'intérêt internationaux, représentant des pouvoirs politiques ou économiques opposés à la politique du pape. Mais il existe aussi des liens indirects, des hommes d'Église et des lobbys partageant des objectifs communs et travaillant à fragiliser le pape pour protéger leurs intérêts. **Concrètement, de quels moyens d'action disposent-ils ?**

N. S. : Avant tout la désinformation. En 2014, Unilever et Vodafone ont annoncé leur intention de financer, en lien avec l'Église catholique, une série de congrès à la City de Londres sur la doctrine sociale catholique. Un mois plus tard, la banque J.P. Morgan, qui avait été très critique contre la vision économique du pape, annonçait une « évaluation négative » de la santé financière des deux entreprises.

Mais l'exemple le plus flagrant a été la réforme de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR). Comme « banque du Vatican », celui-ci a des liens avec la finance internationale : des intérêts financiers qui se sentaient menacés par la réforme du pape ont tout fait pour tenter de la faire échouer en isolant l'IOR sur la scène bancaire mondiale. Mais on peut dire que, aujourd'hui, ceux qui travaillent à l'IOR ont la volonté de suivre les directives du pape François.

L'affaire VatiLeaks 2 s'inscrit-elle dans ce cadre ?

N. S. : Sans aucun doute. On a

« En Europe, et en France en particulier, on parle peu des ventes d'armes – l'un des secteurs économiques qui connaît le plus de succès actuellement –, contre lesquelles François est très engagé. »

même pu croire un instant que les manœuvres contre le pape avaient réussi. Quand on lit la sentence du tribunal du Vatican, on comprend mieux comment les différents groupes d'intérêt ont pu tenter de faire échouer la réforme voulue par le pape. Mais cette sentence est aussi une manière pour le Vatican de dire qu'il a déjoué la manœuvre.

En condamnant à de la prison un prélat nommé par le pape (M^{gr} Angel Vallejo Balda, NDLR) le tribunal dit aussi que personne n'est à l'abri. Auparavant, prévalait l'adage « *promoveatur ut amoveatur* » : quand quelqu'un ne faisait pas l'affaire, on le promouvait ailleurs. Désormais, des collaborateurs du pape peuvent être jugés et condamnés. Cela montre que François n'a pas peur.

Au-delà de la désinformation, le pape est-il menacé ?

N. S. : J'ai longtemps travaillé sur la mafia. Et je n'oublie pas cette phrase du juge anti-mafia Giovanni Falcone, assassiné en 1992 : « On commence par vous discréditer, puis on vous isole, et enfin on vous tue. »

Recueilli par Nicolas Senèze

(1) *Les Ennemis du pape*, Bayard, 350 p., 19,90 €.

essentiel

Pérou — L'Université catholique de Lima normalise ses relations avec l'Église

Après plusieurs années de vive opposition entre l'Université catholique pontificale du Pérou (PUCP) et l'archevêché de Lima, l'Assemblée du prestigieux établissement a approuvé vendredi la normalisation de ses relations avec les autorités de l'Église. En 2012, un décret du Saint-Siège avait interdit à la PUCP d'utiliser les dénominations canoniques de « pontificale » et de « catholique » après que l'université, soucieuse de son indépendance, avait refusé de se soumettre à des requêtes vaticanes.

Argentine — Le diocèse de Santa Fe condamné à indemniser une victime d'abus sexuels

Le diocèse argentin a été condamné à 756 000 pesos (environ 45 000 €) d'indemnisation pour un ancien séminariste victime d'abus sexuels. Ruben Descalzo avait porté plainte pour abus sexuels contre l'ancien archevêque de Santa Fe, Mgr Edgardo Storni il y a quinze ans, affirmant avoir subi ces abus en 1992. Mgr Storni avait été condamné au pénal en 2009 à huit ans de prison, mais cette décision avait été annulée en appel en 2011. La mort de l'archevêque en 2012 avait éteint la procédure.

Migrants

L'évêque de Saint-Étienne appelle à refuser les solutions simplistes

Mgr Sylvain Bataille, évêque de Saint-Étienne, a publié hier un texte invitant les fidèles de son diocèse à chercher « en conscience » ce qu'ils peuvent faire pour les migrants : « Accueillir, s'engager dans un service avec d'autres, rejoindre un organisme qui a une expérience dans ce domaine, écouter et accompagner les peurs et les inquiétudes, favoriser l'apaisement, visiter des personnes, soutenir financièrement, se former et s'informer... » Au-delà de « l'action concrète dans l'urgence », « une réflexion plus profonde sur les causes de ces drames et les moyens possibles pour y remédier, à tous les niveaux », doit être menée. « L'accueil des migrants a une dimension éminemment politique, insiste-t-il. Comme citoyens, nous sommes appelés à nous engager aussi sur ce plan, en refusant les solutions simplistes, idéologiques ou démagogiques qui ne tiennent pas compte de la réalité, et en soutenant les politiques courageuses et réalistes qui affrontent les vraies questions. Tenir ensemble charité, vérité et justice est le seul chemin pour une solution à long terme. »

sur la-croix.com

— Pour le pape, les personnes âgées sont essentielles à la société et à l'Église

Publicité

En partenariat avec LA CROIX

MCC

ACCÉLÉRER JUSQU'OU ?

L'homme au cœur du mouvement

Congrès national du Mouvement Chrétien des Cadres et dirigeants

les 12 & 13 novembre 2016

Réfléchir, partager, débattre

2000 personnes - 50 intervenants - 1 fois tous les 5 ans

Inscription obligatoire : www.congres.mcc.asso.fr